

ROYAUME DE BELGIQUE.
-----KONINKRIJK BELGIE.
-----AVIS DU CONSEIL D'ETAT.

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, deuxième chambre, saisi par le Vice-Premier Ministre et Ministre de la Justice, le 30 juillet 1982, d'une demande d'avis sur un projet de loi "relatif à la protection de certains aspects de la vie privée", et en ayant délibéré dans ses séances des 10 novembre, 17 novembre, 24 novembre, 8 décembre et 15 décembre 1982, a donné le 15 décembre 1982 l'avis suivant :

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE.

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, tweede kamer, de 30e juli 1982 door de Vice-Eerste Minister en Minister van Justitie verzocht hem van advies te dienen over een ontwerp van wet "tot bescherming van bepaalde aspecten van de persoonlijke levenssfeer", heeft zich daarover beraden ter vergadering van 10 november, 17 november, 24 november, 8 december en 15 december 1982, en heeft de 15e december 1982 het volgend advies gegeven :

OBSERVATIONS GENERALES.

I.

Bien que l'exposé des motifs du présent projet, au contraire de celui qui précédait le projet examiné sous le n° L. 14.053/2, soit muet sur la limitation éventuelle de l'application des dispositions nouvelles au temps de paix, le Conseil d'Etat croit devoir rappeler l'observation qu'il avait faite à propos du projet examiné sous le n° L. 14.053/2 :

"Il résulte clairement des intentions exprimées dans l'exposé des motifs que l'article 4 s'appliquera en temps de paix. Le projet confirme ainsi implicitement qu'en cas d'application de l'arrêté-loi du 19 octobre 1916 relatif à l'état de guerre et à l'état de siège, les dispositions pertinentes de cet arrêté se substitueront à l'article 4 en projet. Il appartiendra au Gouvernement et aux Chambres législatives d'apprécier si les évolutions, notamment d'ordre technique, que le projet prend en compte, ne devraient pas conduire à une adaptation de l'arrêté-loi précité".

II.

A la différence du projet L. 14.053/2, le projet actuellement soumis au Conseil d'Etat ne contient aucune référence explicite au "maître" du traitement automatisé ni au "gestionnaire" d'un tel traitement. A la vérité, le projet n'est pas entièrement cohérent sur ce point.

Plusieurs articles visent expressément "le gestionnaire du traitement automatisé" (article 22, § 5), l'article 33,

.../...

§ 2, prévoyant, à titre de peine accessoire, l'interdiction d'exercer "des fonctions de gestionnaire de registres automatisés de données à caractère personnel".

D'autres dispositions mettent à charge de "quiconque gère un traitement automatisé de données à caractère personnel" (article 25, § 1er), des obligations dont l'inexécution est pénalement sanctionnée (article 25, § 2). Une autre disposition pénale, l'article 26, § 6, 1°, punit "celui qui met en oeuvre ou gère, continue de gérer ou supprime un traitement automatisé de données à caractère personnel, sans que n'aient été déposées au Ministère de la Justice les déclarations établies selon les modalités et la forme fixées par l'arrêté royal pris en exécution du présent article".

Deux dispositions tendent à obvier à l'absence de toute définition du maître ou du gestionnaire du traitement, en recourant à une tournure impersonnelle. Tels les articles 22, § 1er, alinéa 1er, en ce qui concerne l'obligation de communiquer à toute personne enregistrée le traitement dont elle fait l'objet, et l'article 26, § 1er, en ce qui concerne l'obligation de faire au Ministre de la Justice une déclaration préalable à la mise en oeuvre de tout traitement automatisé de données à caractère personnel. L'identité des "déclarants" (quels qu'ils soient) doit être inscrite au registre des traitements automatisés de données à caractère personnel (article 27, § 2, 2°).

.../...

Les obligations respectivement prévues par les articles 22 et 26 sont essentielles dans l'économie du projet. La personne physique ou morale ou l'autorité sur lesquelles ces obligations reposent doivent pouvoir être déterminées avec précision et ce pour deux motifs. Il faut, d'une part, que les personnes enregistrées auxquelles la loi en projet entend accorder une protection dont elles ont été privées jusqu'ici identifient avec certitude la personne physique ou morale ou l'autorité à l'égard de laquelle elles peuvent faire valoir leurs droits. Et, d'autre part, les sanctions pénales prévues par la loi en projet seraient inapplicables si l'on ne déterminait pas de manière plus précise la personne ou l'autorité responsables ou la personne morale dont les organes seraient pénalement tenus. En punissant "quiconque" n'a pas respecté l'obligation prévue par le paragraphe 1er, alinéa 1er, ou n'a pas donné communication des renseignements que toute personne enregistrée est en droit d'obtenir, l'article 22, § 7, a) et b), ne permettrait pas au juge de déterminer avec la précision requise en matière pénale tous les éléments constitutifs de l'incrimination.

L'article 2, d, de la Convention européenne pour la protection des personnes à l'égard du traitement automatisé des données à caractère personnel, conclue le 28 janvier 1981 et signée par la Belgique le 7 mai 1982, contient une définition du "maître du fichier". Les observations faites par le Conseil d'Etat sur le projet L. 14.053/2 ne visaient pas le principe d'une telle définition, puisqu'il était suggéré de définir le gestionnaire aussi bien que le maître du traitement, mais les termes trop larges dans lesquels était conçue la définition du maître du traitement automatisé (observation sous l'article 13).

DISPOSITIF.Article 1er.

Selon les indications fournies au Conseil d'Etat, l'adverbe "intentionnellement" a été introduit à dessein dans le texte : les auteurs du projet n'ont pas voulu que le seul fait d'enregistrer suffise pour constituer une infraction, ceci en relation avec la jurisprudence de la Cour de cassation (voir notamment les arrêts du 16 septembre 1974 - Pas. 1975, I, 54 - et du 30 novembre 1976 - Pas. 1977, I, 365). On peut toutefois se demander pourquoi, dans le texte français, l'adverbe "intentionnellement" ne se rapporte pas également aux mots "fait enregistrer", alors que cet adverbe ne serait nullement tautologique par rapport à ce dernier délit. En toute hypothèse, la discordance relevée entre le texte néerlandais et le texte français devrait être éliminée.

L'observation vaut pour le 1° et le 2°. Elle vaut aussi pour l'article 2.

Article 3.

Cette disposition trouverait une place plus logique après l'article 6.

La même observation vaut pour l'article 13.

Article 5.

L'alinéa 1er contient une discordance entre les textes français et néerlandais. "Gesprek" se traduit en français par

.../...

"conversation" et non par communication. Etant donné que la distinction entre la communication et la conversation est consacrée à l'article 1er du projet, et que ces deux termes font l'objet d'un commentaire dans l'exposé des motifs à propos de cet article, il importe que le texte français soit aligné sur le texte néerlandais, qui exprime la volonté du Gouvernement.

Selon les déclarations du délégué du Ministre, les services d'urgence qui sont visés à l'article 5, alinéa 1er, sont ceux qui sont organisés ou contrôlés par l'autorité publique. Principalement, il s'agit du service "900", mais il pourrait aussi s'agir de services d'urgence créés par des Centres publics d'aide sociale par exemple. Sont, par contre, exclus, les services d'urgence privés tels que certains services d'ambulance. De l'accord du délégué du Ministre, le texte doit être complété afin d'apporter cette précision.

Il ressort, par ailleurs, de l'exposé des motifs, que ce sont les services d'urgence déterminés par le Roi qui seront autorisés à effectuer l'enregistrement des conversations téléphoniques qui leur sont adressées.

L'alinéa serait dès lors mieux rédigé comme suit :

"Le Roi détermine, parmi les services d'urgence qui relèvent de l'autorité publique, ceux de ces services qui sont autorisés à enregistrer les conversations qui leur sont destinées".

Suivant l'alinéa 2,

"En vue d'assurer la surveillance de lieux non accessibles au public, dans le but de sécurité, des dérogations individuelles ou collectives à l'article 1er, 2° et 3°, peuvent être accordées par arrêté royal délibéré en Conseil des Ministres, le Conseil de protection de la vie privée institué par l'article 6 ayant été entendu".

.../...

Cet alinéa appelle plusieurs observations.

I. Il prévoit la faculté de déroger aux interdictions pénalement réprimées par l'article 1er, 2° et 3°. Aucune dérogation similaire n'était prévue dans les projets précédemment soumis au Conseil d'Etat, ce qui conduit à s'interroger sur la portée exacte tant de la prohibition que de la faculté d'y déroger.

Il semble d'abord que la référence à l'article 1er, 2° et 3°, vise l'interdiction d'observer ou de faire observer des personnes sans leur accord ainsi que de recueillir intentionnellement ou de faire recueillir des images de ces personnes à l'exclusion de tout procédé d'écoute ou d'enregistrement des conversations. A la vérité, les termes "observer" et "faire observer" ne laissent pas d'être ambigus à cet égard, car l'enregistrement de bruits pourrait être tenu pour un procédé d'observation. Cette ambiguïté, qui ne suscite pas de difficulté à propos de l'article 1er dont les prohibitions peuvent être cumulées, l'article 1er, 1°, devant être respecté en tout lieu quelconque, pourrait au contraire entraîner une difficulté d'interprétation en ce qui concerne la faculté de dérogation : si, dans l'intention du Gouvernement, l'article 5, alinéa 2, ne permet pas que soit autorisé le placement d'appareils capables d'enregistrer une conversation privée ou une communication privée, il y a lieu de préciser cette intention, à tout le moins dans l'exposé des motifs.

II. En subordonnant à une dérogation accordée par arrêté royal "le placement d'une caméra de télévision surveillant un lieu non accessible au public" (exemple donné par l'exposé des motifs), l'article 5, alinéa 2, en projet invite à s'interroger sur la portée exacte de l'article 1er, 2°. Du rapprochement des deux dispositions on pourrait déduire que l'article 1er, 2°, interdit, sauf dérogation, le placement d'une caméra de télévision

.../...

par le propriétaire d'une habitation qui entendrait, de cette manière, surveiller ceux qui y pénétreraient en son absence et à son insu. En effet, les cambrioleurs ainsi identifiés n'auraient évidemment pas donné l'accord prévu par l'article 1er, 2°.

Si telle n'était pas l'intention du Gouvernement, il faudrait sans doute compléter l'article 1er, 2°, de manière à soustraire à la protection due au respect de la vie privée les personnes ayant pénétré illégalement dans un lieu non accessible au public.

III. Sur d'autres points, la faculté de dérogation prévue par l'article 5, alinéa 2, pourrait être jugée trop étendue. En effet, la disposition ne précise pas qui est en droit d'obtenir une dérogation individuelle ni quelles catégories de personnes peuvent bénéficier d'une dérogation collective. L'exemple donné dans l'exposé des motifs, qui se réfère à certains types d'immeubles ou à certaines catégories d'entreprises, est trop vague dans son libellé. Certaines parties de l'immeuble ou certains locaux de l'entreprise doivent être protégés contre toute atteinte à la vie privée de ceux qui s'y trouvent légitimement. Tel est certainement le cas pour le logement d'un concierge, d'un gardien ou d'autres membres du personnel, lieux qui doivent être considérés comme des domiciles dont l'inviolabilité est garantie par la Constitution, mais également pour les locaux mis à la disposition du personnel comme lieux de délasserement, de repos ou de réunion (1). Il en résulte que,

.../...

(1) Il n'est pas sans intérêt de citer un arrêt de la Cour suprême de Californie ayant jugé contraire au IVe amendement de la Constitution américaine la surveillance systématique exercée par la police, avec le consentement des propriétaires, sur des toilettes auxquelles le public avait accès mais dont le caractère privé doit être respecté tant qu'un usager les occupe. Voy. *Bielicki v. Superior Court of Los Angeles County*, 21 Cal. Rptr. 552; 371 P. 2d 288 (1962).

si l'on s'en tient aux exemples de l'exposé des motifs, toutes les parties d'un immeuble ou tous les locaux d'une entreprise ne peuvent pas à tous les moments et sans discrimination être soumis à une surveillance systématique.

IV. Il faut aussi s'interroger sur la compatibilité avec l'article 8 de la Convention européenne des droits de l'homme d'une surveillance systématique, au moins, il faut le répéter, quand elle a pour objet des personnes se trouvant légitimement dans un lieu non accessible au public.

Dans l'arrêt KLASS, relatif aux écoutes téléphoniques, la Cour européenne des droits de l'homme a estimé que la pratique systématique des écoutes serait contraire à l'article 8 de la Convention et, dans l'article 6, § 2, du projet, le Gouvernement s'est rallié à cette interprétation. Même si les prises d'images portent à la vie privée une atteinte moins grave que ne le font les écoutes, il paraît difficile d'admettre que des personnes se trouvant licitement dans un lieu non accessible au public y soient soumises sans leur accord et de manière systématique. Certaines pratiques actuelles peuvent être jugées légitimes, telles les caméras placées dans les lieux qui donnent accès à un service public ou à une entreprise privée. En revanche, une disposition qui permettrait au Roi d'autoriser une dérogation quelconque, en tout lieu non accessible au public et à l'égard de toutes les personnes y ayant légitimement accès, devrait être jugée incompatible avec l'article 8 de la Convention européenne des droits de l'homme.

V. L'alinéa 2 autorise des dérogations "dans le but de sécurité". Ce but est énoncé en termes beaucoup trop larges pour être compatibles avec les limites fixées par l'article 8, alinéa 2, de la Convention. Il conviendrait que le texte situe plus précisément et plus concrètement les intentions du Gouvernement par rapport au texte de la Convention.

.../...

Article 6.

L'article est exagérément long.

Les paragraphes 1er, 2 et 5 doivent former un article, le paragraphe 3 un second article, et le paragraphe 4 un troisième article.

Paragraphe 1er.

1. La notion de "destruction grave de biens" n'est nulle part définie. Le délégué du Ministre a cité, à titre d'exemples, la destruction par explosifs d'un bâtiment public, d'installations ferroviaires, d'établissements aéroportuaires, d'un immeuble privé, etc. Il pourrait aussi être fait appel à l'article 6, § 1er, lorsque des manifestations risquent de dégénérer en émeutes. Il conviendrait que des précisions soient apportées au moins dans l'exposé des motifs.

2. Le contre-espionnage n'est pas davantage défini. Le délégué du Ministre n'a été en mesure de fournir aucune explication sur la manière dont cette notion devait être entendue. A ce sujet, le Conseil d'Etat a déjà formulé l'observation suivante (avis n° L. 14.053, p. 16) (1) :

"IV. Selon la partie de l'exposé des motifs relative à cet article,

"La signification attachée au terme de contre-espionnage est basée sur ce qui est prévu par les documents OTAN établissant en cette matière la doctrine de l'Organisation. Dans le texte, le contre-espionnage vise donc l'ensemble des mesures ayant pour but la détection et la neutralisation des activités d'espionnage diverses, l'espionnage étant l'activité tendant à recueillir des informations par des agissements clandestins.

.../...

(1) L'exposé des motifs du projet examiné sous le numéro L. 14.053/2 se référait à une définition fournie par les documents de l'OTAN. Cette référence a été supprimée dans l'exposé des motifs du présent projet.

Des indications qui ont été fournies au Conseil d'Etat, il apparaît que les documents de l'OTAN ne donnent aucune définition juridique du contre-espionnage et qu'il appartient à chaque Etat membre d'établir une telle définition. Actuellement, cette définition n'existe pas dans la législation belge".

3. Il ressort des indications fournies au Conseil d'Etat que, dans l'intention du Gouvernement, d'une part la dérogation n'est pas subordonnée à une demande, d'autre part l'ordre sera donné soit conjointement par le Premier Ministre et le Ministre de la Justice, soit conjointement par ces deux Ministres et le Ministre de la Défense nationale ou le Ministre de l'Intérieur.

Le texte devrait refléter plus exactement ces intentions, par exemple par la formulation suivante, proposée sous réserve des observations 1 et 2 ci-dessus :

"§ 1er. Lorsqu'il existe, soit une menace imminente de violences graves contre les personnes ou de destructions graves de biens, soit une nécessité impérieuse en matière de contre-espionnage ou de sûreté de l'Etat, le Premier Ministre et le Ministre de la Justice peuvent, ensemble, ou conjointement, soit avec le Ministre de la Défense nationale, soit avec le Ministre de l'Intérieur, dans les matières relevant des attributions respectives de ceux-ci, autoriser des agents de services déterminés placés sous l'autorité d'un des Ministres associés à la décision, à exécuter, dans les limites prévues au paragraphe 2, une mission dérogeant aux articles 1er et 2".

.../...

Paragraphe 2.

Selon l'article 6, § 2, du projet, l'ordre doit être écrit et motivé.

Il doit mentionner :

- le service chargé de l'exécution;
- la nature des dérogations;
- l'étendue de celles-ci;
- la durée de celles-ci;
- le nom des personnes surveillées.

Par "nature des dérogations", il faut entendre l'objet de ces dérogations : écouter, enregistrer, photographier, etc. L'étendue vise les lieux où les opérations d'écoute, etc, auront lieu. Quant à la durée, elle est de trois mois au maximum, mais la dérogation peut être "renouvelée". En réalité, le renouvellement est accordé au terme de la même procédure que celle qui est prévue par l'article 6.

L'ordre doit être écrit et motivé. Il y a lieu de rapprocher cette exigence d'une autre obligation, définie au paragraphe 6, alinéa 1er, à savoir que les informations ne peuvent être recherchées "à des fins autres que celles en vue desquelles les dérogations ont été accordées". Le délégué du Ministre confirme que l'ordre écrit doit préciser les fins pour lesquelles la dérogation est accordée (1). Il est souhaitable que le paragraphe 2 le précise.

.../...

(1) Ainsi, par exemple, "pour déceler un réseau d'espionnage".

Le texte suivant est proposé pour l'alinéa 1er :

"Ces dérogations font l'objet d'un ordre écrit. Cet ordre est motivé, notamment par rapport aux fins prévues au paragraphe 1er. Il mentionne le service chargé de l'exécution, la nature, l'étendue et la durée des dérogations, ainsi que le nom des personnes surveillées".

Paragraphe 3.

1. A l'occasion d'une mesure de procédure - la transmission par le Ministre de la Justice de l'ordre prévu au paragraphe 2 - le paragraphe 3 et les paragraphes suivants instaurent un système de contrôle qui constitue l'une des originalités du projet présentement examiné par rapport au projet examiné sous le numéro L. 14.053/2. Ils tendent, en effet, à créer, d'une part, un Conseil de protection de la vie privée, composé de six magistrats et, d'autre part, une Commission parlementaire pour la protection de la vie privée, composée de six sénateurs et de six membres de la Chambre des représentants.

Les pouvoirs de ces organes de contrôle sont considérables. Ainsi que le relève l'exposé des motifs :

"Les organes de contrôle, issus du pouvoir législatif et du pouvoir judiciaire, sont susceptibles de mettre en oeuvre la responsabilité politique du Gouvernement ainsi que la responsabilité pénale de ceux qui violent la loi et de ceux qui, fonctionnaires ou ministres, la font ou la laissent sciemment violer".

.../...

Le Conseil de protection de la vie privée et la Commission parlementaire pour la protection de la vie privée ont encore à contrôler, en vertu de l'article 16, § 3, du projet, "les traitements automatisés de données à caractère personnel gérés par l'Administration de la sûreté de l'Etat en vue de la découverte des infractions pénales contre la sûreté intérieure et extérieure de l'Etat".

Tant en raison de l'importance de leurs pouvoirs que d'un point de vue purement légistique, le Conseil et la Commission devraient faire l'objet de dispositions séparées, ainsi que le projet procède (article 36) pour la "Commission consultative de la protection de la vie privée". Cette méthode permettrait sans doute de formuler avec plus de précision les règles principales concernant la composition, les compétences et le fonctionnement du Conseil et de la Commission.

2. Les dispositions relatives au Conseil laissent en effet ouvertes un certain nombre de questions. Le délégué du Ministre n'ayant pas été en mesure d'y répondre, le Conseil d'Etat ne peut qu'énoncer ces questions.

a) Les membres du Conseil sont en nombre pair et il n'est pas prévu que le président ait voix prépondérante. Il y a là un facteur certain de blocage.

b) Rien n'est dit du régime linguistique du Conseil, qui doit cependant être déterminé par la loi.

c) Comment et par qui le président est-il désigné ?

d) Le Conseil peut-il comprendre des magistrats émérites ou honoraires ?

e) Le projet ne prévoit pas de suppléants.

.../...

f) le Conseil disposera-t-il de services administratifs pour l'assister dans les tâches qui lui sont confiées et qui s'annoncent absorbantes ?

g) Le projet ne contient guère de dispositions relatives à la procédure devant le Conseil. Celui-ci se réunit dans les huit jours (samedi, dimanche et jours fériés compris) de la réception de l'ordre , mais aucun délai ne lui est assigné pour rendre sa décision. Ceci est d'autant plus incompréhensible qu'il ne communique sa décision au Ministre que si celle-ci "invalide" l'ordre. Le Ministre peut donc, en cas de décision tardive d'invalidation, croire de bonne foi que l'ordre a été validé, ce qui risque d'avoir, malgré la destruction commandée par l'alinéa 4, des conséquences irréversibles pour les droits de la défense.

h) Le texte ne prévoit pas que le Conseil puisse entendre le Ministre ou son délégué, ce qui serait cependant utile, notamment dans le cas où la motivation de l'ordre serait sommaire ou incomplète.

i) Quelle est la nature de la "décision" du Conseil ?

Le Conseil "invalide" l'ordre s'il considère que celui-ci n'est pas conforme à la loi.

Il s'agit d'une "décision" qui doit être motivée, mais le paragraphe 4 porte que le Conseil dénonce nommément les ministres qui, ayant reçu "l'avis" de non-conformité prévu au paragraphe 3, ne s'y seraient pas aussitôt conformés. Que faut-il entendre par "invalider" ("ongeldig verklaren"). S'agit-il d'une décision ("beslissing") ou d'un avis ("advies") ? De toute manière, il y a là au moins une incohérence de terminologie qui devrait être éliminée.

.../...

Interrogé à ce sujet, le délégué du Ministre n'a pas exclu que le texte signifie que le Conseil aurait un pouvoir d'annulation de l'ordre. Cette annulation opérerait ex tunc. La décision motivée d'annulation devrait être "adressée" (il faudrait écrire "notifiée") aux ministres qui ont accordé l'ordre.

j) Quelle utilité y a-t-il à ce que les ministres "concernés" fassent savoir au Conseil, comme le prescrit la dernière phrase de l'alinéa 3, "qu'ils se conforment à cette décision".

Cette disposition doit, semble-t-il, être rapprochée du paragraphe 4, alinéa 1er. Suivant la deuxième phrase de cet alinéa, il incombe au Conseil de dénoncer "nommément (à la Commission parlementaire) les ministres qui, ayant reçu l'avis de non-conformité prévu au paragraphe 3, ne s'y seraient pas aussitôt conformés". Doit-on interpréter les deux dispositions combinées en ce sens que le Conseil doit seulement dénoncer les cas où le ministre intéressé s'est abstenu de faire savoir qu'il se conformerait à la décision d'invalidation de l'ordre ? En faveur de cette interprétation, on pourrait invoquer d'un point de vue formel qu'aucun moyen n'est donné au Conseil de vérifier si le ministre ou ses services se sont effectivement conformés à la décision et, plus fondamentalement, qu'il semblerait conforme à l'esprit de nos institutions que la vérification de l'exactitude de la réponse du ministre soit confiée à un organe politique plutôt qu'à un organe juridique. On notera cependant que ce système serait d'une efficacité douteuse. En effet, la dénonciation prévue au paragraphe 4, alinéa 1er, deuxième phrase, ne paraît être imposée que dans le rapport trimestriel d'observations que prescrit la première phrase du même alinéa, ce qui risque de rendre cette dénonciation bien tardive. Par ailleurs, la Commission parlementaire elle-même n'est investie par le projet d'aucun pouvoir particulier d'enquête ou de vérification.

Paragraphe 4.

Bon nombre des questions soulevées à propos du Conseil s'appliquent à la Commission parlementaire créée par le paragraphe 4. Il s'y ajoute que le projet n'indique pas l'usage que la Commission parlementaire fera du rapport du Conseil et plus généralement des violations de la loi dont elle aura eu connaissance.

On rappellera pour le surplus que le principe de l'élection des membres de la Commission "à la représentation proportionnelle" avait suscité la remarque suivante du Conseil d'Etat à propos d'une disposition semblable du projet examiné sous le numéro L. 14.053/2 :

"La référence à la représentation proportionnelle des groupes politiques paraît bien impliquer que les parlementaires de l'opposition seraient représentés dans la commission, garantie sur laquelle l'arrêt de la Cour européenne (1) ne laisse pas d'insister. Ce mode de calcul pourrait entraîner un déséquilibre linguistique à l'intérieur de la commission et il appartiendra au Gouvernement de préciser dans le texte même si la parité linguistique doit être assurée".

Aucune réponse n'est apportée par le projet.

Paragraphe 5.

Selon cette disposition, le Premier Ministre, le Ministre de la Justice, le Ministre de la Défense nationale et le Ministre de l'Intérieur peuvent, chacun, déléguer les pouvoirs que le paragraphe 1er leur confère, à un autre ministre. Celui-ci ne peut jamais être un ministre qui participe, dans le cas d'espèce, à la décision d'accorder l'ordre. En d'autres termes,

.../...

(1) Il s'agit de l'arrêt du 6 septembre 1978, en cause KLASS, que cite à plusieurs reprises l'exposé des motifs du présent projet.

le Ministre de la Justice peut donner mandat au Ministre de l'Intérieur sauf lorsque la décision à prendre nécessite, selon le paragraphe 1er, l'intervention du Ministre de l'Intérieur agissant en cette qualité.

Il ressort des explications fournies au Conseil d'Etat que, dans l'intention du Gouvernement, la délégation ne pourrait être donnée qu'à un ministre, au sens étroit du terme, c'est-à-dire à un membre du Conseil des Ministres. Cette précision devrait figurer dans le texte.

La délégation est, en principe, une délégation temporaire. Elle est prévue "pour éviter les difficultés qui pourraient résulter de l'absence ou de l'empêchement d'un des ministres concernés". Cependant, telle qu'elle est rédigée, la disposition permettrait qu'une telle délégation soit accordée sans limite dans le temps, par exemple pour la durée du Gouvernement, sous réserve qu'il y soit mis fin par le délégant. Le délégué du Ministre a reconnu que le texte devrait se rapprocher davantage de l'exposé des motifs.

Les délégations devraient être portées à la connaissance du Conseil de protection de la vie privée. Puisque celui-ci doit vérifier la conformité de l'ordre à la loi, il importe qu'il n'ignore pas les délégations qui ont été accordées. Ces délégations devraient aussi être portées à la connaissance de la Commission parlementaire, soit immédiatement, soit au moins dans le rapport trimestriel du Conseil.

.../...

Le dernier alinéa du paragraphe 5 porte que "Les renseignements ou documents recueillis en exécution d'un ordre qui n'a pas été communiqué dans les trois jours au Ministre qui a donné la délégation doivent être immédiatement détruits". On voit mal comment, concrètement, cette disposition peut être appliquée. Par définition, le service auquel l'ordre a été donné ne relève pas de l'autorité du ministre délégué, et le ministre déléguant est, par hypothèse, empêché ou absent. Comment ce service saura-t-il que l'ordre qu'il a reçu n'a pas été communiqué par le ministre délégué au ministre déléguant dans le délai de trois jours. En d'autres termes, comment pourra-t-il détruire immédiatement, à l'expiration du délai de trois jours, les documents, alors qu'il ignore tout de l'absence de communication ? L'ensemble du système doit être revu.

Paragraphe 6.

1. En ce qui concerne les "fins autres que celles en vue desquelles les dérogations ont été accordées", on se reportera à l'observation relative au paragraphe 2.

2. Selon le délégué du Ministre, il faut entendre par "supérieur hiérarchique", au sens de l'alinéa 2, aussi bien les fonctionnaires qui ont un pouvoir hiérarchique sur l'agent, que le ministre dont relève le service auquel appartient l'agent. Cette double qualité possible du "supérieur hiérarchique" est confirmée par le texte lui-même puisqu'il fait référence aux "conditions établies aux paragraphes 2, 3 et 5".

Le paragraphe 2 a trait au contenu de l'ordre et à la durée de celui-ci, ainsi qu'à l'obligation de détruire les renseignements ou documents qui ne sont plus utiles pour atteindre le but recherché.

.../...

Le paragraphe 3 concerne l'obligation faite au Ministre de la Justice de communiquer l'ordre au Conseil de la protection de la vie privée, le rôle de celui-ci, et l'obligation de détruire les renseignements ou documents recueillis en exécution d'un ordre déclaré non conforme à la loi.

Le paragraphe 5 se rapporte à la délégation accordée par un ministre à un autre ministre et à la nécessité de détruire les renseignements ou documents recueillis par suite d'un ordre qui n'a pas été communiqué dans les trois jours par le ministre délégué au ministre déléguant.

Les trois alinéas du paragraphe 6 mêlent des obligations qui incombent à des ministres et des obligations qui pèsent sur les ministre et sur les services administratifs (destruction des documents). Puisque telle est la volonté du Gouvernement, il est indispensable, pour écarter toute équivoque, que le paragraphe 6, alinéa 2, fasse clairement apparaître que les ministres sont aussi visés par cette disposition.

3. L'alinéa 3 crée une infraction que seuls des ministres peuvent commettre.

L'alinéa 2, déjà, et l'alinéa 3, soulèvent ainsi la question de la responsabilité pénale des ministres, au sujet de laquelle l'article 90 de la Constitution dispose comme suit :

"La Chambre des représentants a le droit d'accuser les ministres et de les traduire devant la Cour de cassation, qui seule a le droit de les juger, chambres réunies, sauf ce qui sera statué par la loi, quant à l'exercice de l'action civile par la partie lésée et aux crimes et délits que des ministres auraient commis hors l'exercice de leurs fonctions.

.../...

Une loi déterminera les cas de responsabilité, les peines à infliger aux ministres et le mode de procéder contre eux, soit sur l'accusation admise par la Chambre des représentants, soit sur la poursuite des parties lésées".

Un projet de loi relatif à l'exécution de l'article 90 de la Constitution a été déposé sur le bureau de la Chambre des représentants le 3 octobre 1975 (Doc. Chambre, session 1974-1975, n° 651-1, avis L. 12.260/1 du 4 juin 1975 et avis L. 12.375/1/V du 12 août 1975). Ce projet, qui fait l'objet d'amendements, a été relevé de caducité par les lois du 16 novembre 1977 (Moniteur belge du 22 novembre 1977), du 21 mai 1979 (Moniteur belge du 22 mai 1979) et du 5 février 1982 (Moniteur belge du 9 février 1982).

Il est évident que les problèmes relatifs à l'article 90 de la Constitution trouveront une acuité nouvelle lors de l'entrée en vigueur du projet de loi relatif à la protection de certains aspects de la vie privée.

+

Il ressort de l'ensemble des considérations qui précèdent que l'article 6 en entier doit être revu.

.../...

Article 7.

Il serait plus conforme à l'usage de faire deux articles distincts en vue d'insérer les articles 88bis et 44bis en projet respectivement dans le Code d'instruction criminelle et dans le Code de procédure pénale militaire.

Il ressort du paragraphe 2 de l'article 88bis en projet et des explications données au Conseil d'Etat que, dans l'intention du Gouvernement, l'ordonnance du juge d'instruction n'est pas susceptible d'appel. Cette règle devrait faire l'objet d'une disposition expresse du texte, sur le modèle de la loi du 20 avril 1874 relative à la détention préventive, dont le projet s'inspire ouvertement.

Bien que le paragraphe 2 de l'article 88bis en projet soit la reproduction de l'article 20 de la loi du 20 avril 1874 précitée, des améliorations de forme devraient y être apportées, notamment pour tenir compte des usages légistiques actuels. Ainsi, par exemple, l'ensemble des dispositions devraient être mises à l'indicatif plutôt qu'au futur. La même observation vaut pour l'article 44bis en projet.

A l'alinéa 1er de l'article 88bis, § 2, en projet, il y aurait lieu d'écrire "prévus par le paragraphe 1er" au lieu de "prévus par les alinéas ci-dessus".

Dans un souci de concordance avec le texte néerlandais, il y aurait lieu de libeller l'alinéa 4 du même paragraphe 2 de la manière suivante :

.../...

"La chambre des mises en accusation statue toutes affaires cessantes, le ministère public entendu".

Si la destruction, prévue au paragraphe 3, des procès-verbaux, des documents et des bandes d'enregistrement relatifs à des faits couverts par le secret professionnel se justifie pleinement, on peut douter qu'il en aille de même pour la destruction des mêmes éléments de l'enquête lorsqu'ils sont "sans utilité pour l'instruction". Il ressort du texte et de l'économie générale de l'article 88bis en projet que l'appréciation de cette utilité sera le fait unilatéral du juge d'instruction qui, sur le moment, la destruction devant être immédiate, n'aura peut-être pas à l'esprit les aspects favorables à la défense qui pourraient résulter ultérieurement de certaines parties de ces documents. Une observation analogue vaut pour les pouvoirs que l'article 44bis, alinéa 4, en projet donne à l'auditeur général ou à l'auditeur militaire.

Article 8.

Suivant cet article,

"Le Roi peut, par arrêté royal délibéré en Conseil des Ministres :

- 1° réglementer la vente, l'offre en vente, l'achat, la location, la détention sur base de quelque contrat que ce soit, la cession, la fabrication, l'importation, l'exportation et le transport des appareils ou ensembles d'appareils permettant de commettre l'une des infractions prévues à l'article 1er, si leur utilisation n'est possible qu'en enfreignant la présente loi;
- 2° réglementer le placement de ces appareils ou ensembles d'appareils ainsi que la publicité relative à ceux-ci".

.../...

Au début de l'article, l'adjectif "royal" doit être omis.

Le 1° a, par rapport au projet examiné par le Conseil d'Etat sous le n° L. 12.281/2 (Sénat, 1975-1976, doc. n° 846/1), été complété par le membre de phrase final "si leur utilisation n'est possible qu'en enfreignant la présente loi".

Cette phrase paraît être de nature à restreindre à ce point la règle principale du 1° qu'elle en perdrait toute possibilité d'application. En effet, les appareils que le Gouvernement entend vraisemblablement viser et qui, selon les termes de l'exposé des motifs, "sont créés essentiellement en vue d'un usage illicite", peuvent aussi, dans tous les cas, faire l'objet d'un usage licite, soit qu'ils soient utilisés en vertu d'une des autorisations prévues par l'article 7, soit qu'ils soient utilisés à toutes fins autres que celles qui impliquent une atteinte à la vie privée et, par exemple, pour l'observation scientifique des animaux.

La suppression du membre de phrase visé par cette observation ne pourrait, de toute façon, pas être comprise comme autorisant le Roi à instaurer une réglementation qui, par son objet, dépasserait l'objet de la loi en projet.

Les mots "sur base de quelque contrat que ce soit" doivent être omis. Il ressort, en effet, des indications fournies au Conseil d'Etat que le Gouvernement entend permettre au Roi de réglementer aussi la détention qui ne serait fondée sur aucun contrat, celle par exemple d'un objet trouvé.

.../...

Article 9.

A l'alinéa 2, il faut écrire "... à l'alinéa 1er ..." et non "... à l'alinéa précédent".

De même convient-il d'écrire, à l'article 10, alinéa 2, "... en vertu de l'alinéa 1er ..." au lieu de "... en vertu de l'alinéa précédent ...".

Article 14.

Le paragraphe 3 appelle l'observation générale n° II faite au début du présent avis.

.../...

Article 16.Paragraphe 2.

1. La phrase liminaire du paragraphe 2 signifie textuellement que la loi entière ne s'appliquera pas aux traitements énumérés dans le paragraphe. Il s'en suit que les traitements indiqués seront soustraits à tout contrôle, et même au contrôle de la Commission consultative de la protection de la vie privée, créée par l'article 36. Le délégué du Ministre n'a toutefois pas été en mesure de confirmer que cette portée du texte correspondait bien aux intentions du Gouvernement.

Selon l'intention précise du Gouvernement, il conviendrait soit de maintenir le texte actuel, soit d'écrire : "Les chapitres II et III ne s'appliquent pas :".

2. Lorsque le a) exclut de l'application de la loi les "traitements automatisés de données à caractère personnel effectués par des institutions de droit international public", il n'apparaît pas clairement si c'est à condition que la Belgique soit membre de ces institutions. Cette précision devrait au moins être fournie par l'exposé des motifs.

3. En ce qui concerne le b), c'est-à-dire les "traitements automatisés contenant des données à caractère personnel qui font l'objet d'une publicité en vertu d'une disposition légale ou réglementaire ou dont la publicité est assurée par la personne à laquelle elle se rapporte", diverses précisions ont été apportées par le délégué du Ministre.

.../...

D'abord, seuls les traitements automatisés qui contiennent exclusivement des données à caractère personnel qui font l'objet d'une publication peuvent échapper à l'application de la loi.

Ensuite, comme exemples de publicité prévue par une disposition légale, ont été cités les protêts qui font l'objet d'une publicité aux greffes des tribunaux de commerce (article 443 du livre III, titre Ier, du Code de commerce). Le "Moniteur du commerce" peut donc avoir un traitement automatisé de ces protêts et ce traitement n'est pas soumis à la loi (1).

Comme exemple de publicité assurée par la personne à laquelle la donnée à caractère personnel se rapporte, l'exposé des motifs mentionne la publicité commerciale. Plus précisément, le délégué du Ministre s'est référé à la publicité des "pages d'or" de l'indicateur des téléphones. On observera cependant qu'en ce cas, la publicité n'est pas "assurée" par la personne à laquelle elle se rapporte, mais bien par l'éditeur, à la demande de cette personne. Le dernier membre de phrase doit, dès lors, être rédigé comme suit :

" ... ou dont la personne à laquelle elles se rapportent assure ou fait assurer la publicité".

.../...

(1) Les termes utilisés par le texte du b) sont suffisamment larges pour englober aussi d'autres données sujettes à publicité, comme les actes de l'état civil, les actes sujets à publicité en matière immobilière, les jugements d'interdiction, etc.

4. Par souci de précision, il faut écrire au c) :

"c) aux traitements automatisés de l'Institut national de statistiques, sauf lorsqu'il s'agit de procéder aux investigations spéciales visées à l'article 5 de la loi du 4 juillet 1962 autorisant le Gouvernement à procéder à des investigations statistiques et autres sur la situation démographique, économique et sociale du pays;".

5. Le d) soustrait à l'application de la loi les "traitements automatisés de données à caractère personnel gérés par le Service général du renseignement et de la sécurité de la Défense nationale".

Mieux vaudrait écrire : " ... par le Service général du renseignement et de la sécurité du ministère de la Défense nationale".

6. L'exclusion qui fait l'objet du e) s'applique à tous les traitements automatisés de données à caractère personnel relatifs à des comptes de dépôt, d'espèces ou de valeurs, peu importe que ces comptes soient tenus par des organismes financiers publics ou privés ou même par de simples particuliers.

Il faudrait écrire, dans le souci de symétrie qui a déjà été exposé :

"e) aux traitements automatisés relatifs à des comptes de dépôt, d'espèces ou de valeurs".

.../...

7. Le paragraphe 3 établit des règles propres aux traitements automatisés gérés par l'Administration de la sûreté de l'Etat en vue de la découverte des infractions pénales contre la sûreté intérieure et extérieure de l'Etat.

Il est donc inexact d'affirmer, comme il est écrit à l'alinéa 1er, que "La présente loi ne s'applique pas non plus aux traitements automatisés ..." puisque ces traitements sont régis par les dispositions particulières du paragraphe 3.

Suivant la première phrase de l'alinéa 2,

"Le Conseil de protection de la vie privée, institué par l'article 6, § 3, détermine les types de données à caractère personnel pouvant être l'objet de traitements automatisés gérés par cette administration en vue de la découverte des infractions pénales mentionnées à l'alinéa précédent".

Le verbe "détermine" pourrait faire croire que le Conseil de protection de la vie privée est investi d'un pouvoir réglementaire. Selon les indications fournies au Conseil d'Etat, l'intention du Gouvernement serait, au contraire, que ce pouvoir ne soit exercé que par voie d'autorisation et par rapport à chaque type de données.

Il est assurément souhaitable que la loi elle-même indique le critère sur lequel le Conseil de protection de la vie privée devra fonder son autorisation. Cependant, celui que le texte en projet propose "en vue de la découverte des infractions pénales mentionnées à l'alinéa précédent" manque de précision. Il paraît évident que le terme de "découverte" ne peut se rapporter à la découverte des auteurs d'infractions déjà commises puisqu'une telle découverte est du ressort des autorités judiciaires. Dès lors, la référence aux infractions pénales contre

la sûreté intérieure et extérieure de l'Etat prête à équivoque. Il semble qu'elle ne puisse viser que la prévention à plus ou moins long terme de pareille infraction. Le texte devrait être précisé sur ce point, ce que le Conseil d'Etat n'est pas en mesure de faire faute d'avoir obtenu une réponse suffisamment claire aux questions qui viennent d'être évoquées. La fixation d'un critère précis revêt d'autant plus d'importance que les traitements qui contiendraient d'autres données que celles qui répondraient à ce critère tomberaient sous le régime de droit commun de la loi en projet.

Etant donné son objet, le paragraphe 3 gagnerait à constituer un article distinct, dont l'alinéa 1er, remplaçant les alinéas 1er et 2 du projet, pourrait, compte tenu des observations ci-dessus, être rédigé comme suit :

"En vue de ..., l'Administration de la sûreté de l'Etat peut gérer des traitements automatisés de données à caractère personnel dont les types de données auront été autorisés par le Conseil de protection de la vie privée institué par l'article 6, § 3. Le Conseil peut vérifier d'office si les traitements automatisés gérés par ladite Administration contiennent d'autres données à caractère personnel que celles qui sont autorisées".

Par ailleurs, dans un souci de clarté, il se recommanderait que l'article se termine par l'alinéa suivant :

"Les autres dispositions de la présente loi ne sont pas applicables aux traitements visés à l'alinéa 1er".

.../...

Article 17.

Au paragraphe 4, il conviendrait d'écrire : " ... les informations visées aux paragraphes 1er et 2".

Les paragraphes 5 et 6 pourraient être fusionnés ainsi qu'il suit :

"§ 5. Les paragraphes 1er à 4 ne sont pas applicables :

- 1° à la collecte de données destinées à des autorités publiques ayant de par la loi compétence pour rechercher et constater les infractions pénales ou en poursuivre les auteurs, coauteur ou complices ou de données gérées par de telles autorités;
- 2° à la collecte, par des entreprises industrielles ou commerciales, de données à caractère personnel qui ne sont pas destinées à être communiquées à des tiers".

Article 18.

Au paragraphe 1er, il convient d'écrire :

"L'article 17 s'applique à toute collecte de données à caractère personnel faite sur le territoire belge ...".

Article 19.

Les alinéas 2 et 3 du paragraphe 1er reproduisent des dispositions qui avaient suscité l'observation suivante dans l'avis n° L. 14.053/2 :

.../...

"En ce qui concerne l'alinéa 2, il paraît difficile de ranger l'appartenance à une mutualité parmi les opinions ou les activités. De même, il peut y avoir une appartenance syndicale indépendamment d'une activité syndicale proprement dite.

Suivant l'alinéa 3,

"Les dispositions des alinéas précédents n'interdisent pas à une association de fait ou de droit de tenir la liste de ses propres membres ou correspondants sous la forme d'un traitement automatisé".

Telle qu'elle est rédigée, cette disposition semble permettre à une association de tenir une liste de ses membres ou de ses correspondants qui pourrait déroger, d'une manière générale, aux deux alinéas précédents, c'est-à-dire, par exemple, faire état de l'origine raciale ou ethnique de ceux-ci, alors que le critère d'appartenance à l'association serait de nature différente.

Suivant les indications fournies au Conseil d'Etat, telle ne serait pas l'intention du Gouvernement, qui entendrait simplement permettre, par l'alinéa 3, la tenue de listes de noms et d'adresses. Cette disposition devrait donc être revue".

Le délégué du Ministre n'a pas été en mesure d'expliquer pourquoi le texte avait été maintenu malgré ces observations.

A l'alinéa 4, il faut écrire :

"Les interdictions prévues par les alinéas 1er et 2 ne s'appliquent pas ...".

Cet alinéa correspondrait mieux aux intentions exprimées dans l'exposé des motifs s'il était complété par le membre de phrase suivant :

.../...

" ... ou si elles entrent dans les prévisions de l'article 20, § 1er".

Au paragraphe 3, dans le texte français, il faut écrire :
" ... visés au paragraphe 2, alinéa 1er, peuvent ...".

Article 20.

L'article ne contient aucune disposition générale concernant l'effacement des données dont le maintien a cessé de se justifier : par exemple, au 1°, les infractions dont il est établi qu'une personne a été soupçonnée à tort, ou, au 4°, les décisions de détention préventive lorsqu'une telle détention n'a pas été suivie d'une condamnation à une peine privative de liberté.

Cette lacune devrait être comblée afin d'épargner aux intéressés une aggravation injustifiable du préjudice que les mesures dont il s'agit ont pu leur causer.

Suivant le paragraphe 2,

"Les litiges soumis aux cours et tribunaux ainsi qu'aux juridictions administratives ne peuvent figurer dans un traitement automatisé de données à caractère personnel".

On peut se demander si cette disposition n'est pas rédigée en termes trop généraux par rapport aux intentions exprimées dans l'exposé des motifs. Prise à la lettre, elle interdirait, par exemple, la gestion automatisée des dossiers par une juridiction.

.../...

Par ailleurs, l'article 24 impose, lors de chaque communication d'une donnée, de préciser que celle-ci est contestée lorsqu'il existe une contestation judiciaire à son sujet.

On peut donc concevoir que la personne qui gère un traitement y introduise une indication accompagnant chaque donnée contestée.

Aussi, de l'accord du délégué du Ministre, est-il proposé d'écrire : "Sous réserve de l'article 24, ...", en tête de la disposition.

Suivant le paragraphe 3,

"Moyennant avis préalable donné par écrit à l'intéressé, tout ou partie des données à caractère personnel énoncées aux § 1er et 2 peuvent figurer dans des traitements automatisés gérés par des personnes physiques ou morales de droit public ou de droit privé pour les seules données qui sont de nature à assurer la sécurité du crédit. Les types de données présentant ce caractère sont énumérés limitativement par arrêtés royaux délibérés en Conseil des Ministres".

La deuxième phrase de ce paragraphe garantit que n'importe quel type de données ne sera pas consigné dans le traitement automatisé dont il s'agit. Par contre, le texte ne détermine pas les catégories de personnes qui seront autorisées à gérer une banque de données ayant un tel objet, non plus que l'utilisation qu'elles peuvent faire de telles données. La disposition devrait, par conséquent, être revue.

Aucune explication précise n'est fournie quant à la notion de "services publics" utilisée au paragraphe 4. Le délégué du Ministre n'a pas été en mesure de donner des indications sur le contenu réel de cette expression.

.../...

Il serait préférable de procéder par énumération des administrations et services que le Gouvernement voudrait voir visés par cette disposition. Ce précédent a été utilisé notamment dans l'article 1er de la loi du 19 décembre 1974 organisant les relations entre les autorités publiques et les syndicats des agents relevant de ces autorités. Un autre exemple se trouve à l'article 51 de la loi du 28 décembre 1973 relative aux propositions budgétaires 1973-1974, modifié par la loi du 2 juillet 1981. D'autres exemples sont fournis par l'article 7 de la loi de redressement relative à la modération des revenus, du 10 février 1981 et par l'article 1er de la loi de redressement du 10 février 1981 instaurant une cotisation de solidarité à charge des personnes rémunérées directement ou indirectement par le secteur public.

L'expression "la situation administrative" vise aussi la situation pécuniaire des agents. En outre, la situation administrative couvre la carrière, de sorte qu'il ne paraît point indispensable de citer expressément cette dernière.

Les militaires qui ne sont pas en congé illimité entrent dans la catégorie des membres du personnel des services publics.

Article 22.

Observation générale.

Le paragraphe 1er établit l'obligation d'informer toute personne qui, pour la première fois, est enregistrée dans un traitement automatisé de données à caractère personnel.

.../...

La violation de cette obligation fait l'objet de la sanction prévue au paragraphe 7, a) et b). Cependant, l'article n'indique pas sur qui cette obligation pèse, ce qui risque de la rendre illusoire dans la pratique. Une observation analogue vaut pour les articles 25 et 26.

+

L'avis donné par le Conseil d'Etat sous le n° L. 14.053 a été suivi en ce qui concerne le paragraphe 1er, le paragraphe 2, alinéa 1er, et les paragraphes 3 et 4. Pour des motifs sur lesquels le Conseil d'Etat n'a obtenu aucune explication, il n'en a pas été de même pour le paragraphe 2, alinéa 2, qui appelle les observations suivantes :

- a) comme l'a relevé le Conseil d'Etat, le terme "vast recht" ne correspond pas à la "redevance forfaitaire";
- b) le délai de 30 jours doit prendre cours à partir du versement de la redevance, non à partir de la réception de la demande : c'est ce qui résulte implicitement du paragraphe 7, b).

De l'accord du délégué du Ministre, il est proposé d'écrire, au paragraphe 2, alinéa 2 :

"Les renseignements sont communiqués sur demande, dans les trente jours du versement d'une redevance forfaitaire destinée à couvrir les seuls frais administratifs. Le Roi fixe le montant de cette redevance par arrêté délibéré en Conseil des Ministres".

.../...

Le Gouvernement aura à apprécier si, par son objet, l'arrêté dont il est question dans la seconde phrase de l'alinéa proposé nécessite d'être délibéré en Conseil des Ministres.

Au paragraphe 7, deux observations s'imposent, outre l'observation générale qui a été faite ci-dessus :

1° Le b) doit être adapté au nouveau texte proposé pour le paragraphe 2, alinéa 2. On pourrait écrire :

"b) ne donne pas communication, dans les trente jours du versement de la redevance, des renseignements visés au paragraphe 2, ou donne sciemment des renseignements inexacts ou incomplets".

2° L'exposé des motifs relatif au c) et le texte du projet ne concordent pas.

Selon l'exposé des motifs,

"Le Gouvernement est sensible à la manière dont on pourrait tourner le but poursuivi par la consécration de ce droit d'accès. Les futurs contractants de la personne concernée - employeurs, propriétaires, bailleurs de fond, etc ... en arriveraient à considérer comme normal et légitime d'exiger la production des renseignements résultant de l'exercice du droit d'accès comme préalable à la conclusion de tout contrat. Le projet de loi érige en infraction ce comportement. Il sanctionne, sur le plan pénal, quiconque, directement ou indirectement, contraint la personne concernée à lui communiquer les renseignements obtenus grâce à l'exercice de ce droit d'accès ou la force à donner son consentement à l'enregistrement d'informations personnelles dans un traitement automatisé (article 22, paragraphe 7, c)".

.../...

Le texte est bien plus restrictif puisqu'il exige que l'auteur de l'infraction ait usé de voies de fait, de violences ou de menaces.

Au dire du délégué du Ministre, l'intention du Gouvernement est celle que traduit le texte du projet, et non celle que déclare l'exposé des motifs.

On observera que, dans la plupart des cas, l'infraction prévue par le projet se confondra avec celle que réprime l'article 470 du Code pénal, d'ailleurs par une peine criminelle. On peut se demander, dans ces conditions, si la disposition contribuera encore pratiquement à assurer une répression efficace. Dans son avis n° L. 14.053/2, le Conseil d'Etat avait proposé de s'inspirer des articles 3 et 4 de la loi du 24 mai 1921 garantissant la liberté d'association.

Article 23.

Les observations du Conseil d'Etat ont été suivies. Quelques remarques subsistent néanmoins, sous réserve de l'observation générale n° II, faite au début du présent avis :

- au paragraphe 2, alinéa 1er, les mots "par l'intéressé" doivent être omis;
- au paragraphe 2, alinéa 2, il faut écrire "L'ordonnance" au lieu de "Le jugement";
- au paragraphe 5, il faut lire dans le texte néerlandais : "Indien onjuiste, onvolledige of overbodige gegevens of gegevens waarvan de bewaring verboden is ...";
- au paragraphe 6, il faut lire : " ... en application de l'article 22, § 2, alinéa 2 ...".

Article 25.

Tel qu'il est libellé, le paragraphe 1er, 1°, ne fait pas clairement ressortir qu'il s'applique à chaque opération. Certaines mentions le laissent croire tandis que l'indication du but du traitement automatisé ne paraît pas devoir être faite pour chaque opération.

Le délégué du Ministre a déclaré que le 1° impose l'établissement d'un état où sont consignées diverses mentions pour chaque opération qui est effectuée. De son accord, le 1° devrait, par conséquent, être lu comme suit :

"1° d'établir un état où sont consignés pour chaque opération, la nature des données traitées, le but de l'opération, les rapprochements, les interconnexions et les consultations, ainsi que les personnes ou les catégories de personnes à qui les données à caractère personnel ont été transmises".

Il n'est pas de bonne méthode légistique d'insérer un alinéa sous une subdivision par numéros. L'alinéa 2, placé sous le 5°, doit, par conséquent, figurer à la fin du paragraphe 1er et être rédigé comme suit, de l'accord du délégué du Ministre :

"Le Roi détermine les prescriptions visées à l'alinéa 1er, 5°, et fixe les modalités de la publicité".

Article 26.

Bien qu'il suive généralement des observations faites par le Conseil d'Etat dans l'avis n° L. 14.053/2, le projet appelle sur d'autres points les observations suivantes :

.../...

- outre sa rédaction grammaticalement incorrecte, le paragraphe 1er appelle l'observation générale n° II;
- l'article contient, par erreur, deux paragraphes 2. Le premier de ceux-ci devrait logiquement suivre le deuxième et porter, par conséquent, le numéro 3;
- dans le paragraphe 3 (devenant le paragraphe 4), le début de l'alinéa 2 doit se lire comme suit :

"Les indications visées à l'alinéa 1er doivent ...";

- au paragraphe 4 (devenant le paragraphe 5), le texte doit être rectifié comme suit :

" ... d'une des indications énumérées aux paragraphes 3 et 4, ainsi qu'à l'article 27, § 2, ...";

- au paragraphe 5 (devenant le paragraphe 6), l'alinéa 2 doit être rédigé comme suit, de l'accord du délégué du Ministre, afin de mieux correspondre à l'exposé des motifs :

"Après avis de la Commission consultative de la protection de la vie privée, le Roi peut autoriser l'établissement d'une déclaration réduite à certaines mentions pour les traitements automatisés de données à caractère personnel qui ne sont pas destinées à être communiquées à des tiers. Cette déclaration doit au moins contenir les mentions suivantes :

...".

Article 27.

En ce qui concerne le paragraphe 2, 2°, le délégué du Ministre a clairement précisé qu'aucune condition d'établissement en Belgique n'est requise ni dans le chef des déclarants, ni même dans celui de la personne qui gère le traitement.

Au 8°, il est préférable d'écrire :

"8° les conditions de communication des données aux personnes visées au 7°, ...".

.../...

Article 28.

Cet article ne contient qu'un seul paragraphe. La mention "§ 1er" doit, en conséquence, être omise.

La dernière phrase pourrait être plus précise et être rédigée comme l'article 3, § 3, de la loi du 2 février 1982 attribuant certains pouvoirs spéciaux au Roi.

Le délégué du Ministre a marqué son accord sur le texte suivant, qui formerait un alinéa 2 :

"L'arrêté royal visé à l'alinéa 1er est communiqué, avant sa publication au Moniteur belge, aux présidents de la Chambre des Représentants et du Sénat".

La même observation vaut pour l'article 29, alinéa 2, dernière phrase.

Article 32.

Le mot "infractions" doit s'écrire au singulier et il convient de remplacer "et" par "ou" entre les chiffres 30 et 31.

Article 33.

Au paragraphe 1er, alinéa 1er, il serait plus précis d'écrire :

"§ 1er . En condamnant du chef d'infraction aux articles 17, § 7, 21, 22, § 7, 24, § 2, 25, § 2, 26, § 6, 30 ou 31, ...".

.../...

Le paragraphe 2 permet au tribunal de prononcer l'interdiction d'exercer, personnellement ou par interposition de personnes, des fonctions de gestionnaire de registres automatisés de données à caractère personnel. Cette disposition appelle certaines observations.

D'abord, il ne ressort pas clairement du texte que l'interdiction ne puisse être prononcée qu'en cas de condamnation à une peine privative de liberté pour l'une des infractions énumérées à l'article 32. Telle est pourtant l'intention du Gouvernement, selon le délégué du Ministre. La précision doit être introduite dans la disposition. Ensuite, la notion de "gestionnaire" est en principe ignorée du projet qui n'en donne aucune définition (voir à cet égard l'observation générale n° II). De plus le texte recourt à l'expression "registres automatisés" au lieu de "traitement automatisé", défini à l'article 14, § 1er, et utilisé dans tout le projet.

Enfin, le membre de phrase "sous peine pour chaque infraction à cette interdiction d'un emprisonnement de ..." est équivoque en ce qu'on n'aperçoit pas exactement sur quels faits distincts porte la pluralité des délits qui doivent être réprimés séparément.

Article 34.

Le 2° pourrait être rédigé plus simplement comme suit :

"2° l'arrêté royal visé à l'article 26, § 6, fixe le délai dans lequel les déclarations doivent être faites".

.../...

Article 36.

L'alinéa 4 est rédigé comme suit :

"La Commission peut requérir le concours d'experts. Elle peut charger un ou plusieurs de ses membres, éventuellement assistés d'experts, de procéder à des vérifications sur place avec l'autorisation préalable du juge d'instruction du lieu où les vérifications doivent être opérées".

L'intention de ne pas autoriser les membres de la Commission à procéder à des vérifications en n'importe quel lieu hors de tout contrôle judiciaire doit être approuvée. Toutefois l'article 10 de la Constitution ne protège que l'inviolabilité du domicile. C'est pourquoi le législateur a généralement prévu l'autorisation d'un organe du pouvoir judiciaire quand il est procédé à de telles vérifications "dans les locaux habités". Cette précision apparaît notamment dans l'article 38, 1°, de la loi du 12 avril 1965 concernant la protection de la rémunération des travailleurs et dans l'article 2, 1°, de la loi du 16 novembre 1972 concernant l'inspection du travail (voy. aussi l'article 46, § 2, des dispositions légales concernant les débits de boissons fermentées, coodonnées le 3 avril 1953).

Mais les trois dispositions précitées subordonnent l'exécution de certaines missions à l'autorisation "du juge au tribunal de police", non à celle du juge d'instruction. La compétence attribuée par le projet au magistrat instructeur serait tout à fait exceptionnelle puisque celui-ci est chargé d'instruire les crimes et les délits, soit d'office conformément à l'article 59 du Code d'instruction criminelle, soit sur les réquisitions du procureur du Roi (art. 61 et 70 du même Code). Or, selon les termes de l'article 36, alinéa 4, en projet, les vérifications auxquelles il doit être procédé ne paraissent pas nécessairement liées à la recherche

d'infractions, et il n'est prévu aucune saisine du juge d'instruction, seulement compétent, selon ce texte, pour délivrer l'autorisation préalable mais non pour instruire un crime ou un délit. L'attribution au juge d'instruction d'une mission aussi limitée et aussi étrangère à ses fonctions traditionnelles introduirait dans notre ordre juridique une incohérence qu'il y a lieu d'éviter.

+

A l'alinéa 7, il serait plus exact d'écrire :

"Sauf dans les cas visés aux alinéas 5 et 6, les membres ...".

OBSERVATION FINALE.

Pour des raisons de concordance générale, le mot "dispositions" doit être omis lorsqu'on cite un article ou un paragraphe. L'expression "les dispositions de l'article ... (ou du paragraphe ...)" est utilisée dans plusieurs articles du projet. Il suffit d'écrire "le présent article" ou "le présent paragraphe".

De même, la référence à un article déterminé ne doit pas s'accompagner des mots "de la présente loi".

Dans un souci de clarté, il y a lieu de remplacer les mots "... conformément aux alinéas qui précèdent" par les mots "... conformément aux alinéas (1er, 2 et 3)", là où cette expression est utilisée.

Par ailleurs, dans les expressions "... prévues aux articles (ou aux paragraphes) ci-dessus", les mots "ci-dessus" doivent systématiquement être omis.

ALGEMENE OPMERKINGEN.

I.

Ofschoon in de memorie van toelichting van het onderhavige ontwerp, anders dan in die welke voorafging aan het onder nr L. 14.053/2 onderzochte ontwerp, niets is gezegd over de eventueel tot vreedestijd beperkte toepassing van de nieuwe bepalingen, meent de Raad van State de opmerking te moeten herhalen die hij naar aanleiding van het onder nr L. 14.053/2 onderzochte ontwerp gemaakt heeft :

"Uit de in de memorie van toelichting te kennen gegeven bedoeling blijkt duidelijk dat artikel 4 van toepassing zal zijn in vreedestijd. Het ontwerp bevestigt aldus stilzwijgend dat, in geval van toepassing van de besluitwet van 19 oktober 1916 betreffende de staat van oorlog en de staat van beleg, de ter zake dienende bepalingen van dat besluit in de plaats zullen treden van het ontworpen artikel 4. Het is zaak van de Regering en van de Wetgevende Kamers uit te maken of de ontwikkelingen, onder andere op technisch gebied, waarmee het ontwerp rekening houdt, niet tot een aanpassing van de voornoemde besluitwet zouden moeten leiden".

II.

In tegenstelling met ontwerp L. 14.053/2 bevat het thans aan de Raad van State voorgelegde ontwerp geen enkele uitdrukkelijke verwijzing naar "de meester" over de automatische verwerking noch naar "de beheerder" van zulk een verwerking. Eigenlijk is het ontwerp op dat punt niet geheel sluitend.

Verscheidene artikelen doelen stellig op de beheerder van de geautomatiseerde persoonsregistratie (artikel 22, § 5),

.../...

terwijl artikel 33, § 2, als bijkomende straf verbod stelt op de uitoefening van "het beheer (...) van geautomatiseerde persoonsregistraties".

Andere bepalingen leggen aan degene "die het beheer voert over de geautomatiseerde persoonsregistratie" (artikel 25, § 1), verplichtingen op, op welke niet-naleving strafrechtelijke sancties staan (artikel 25, § 2). Een andere strafbepaling, artikel 26, § 6, 1°, straft degene "die de geautomatiseerde persoonsregistratie aanlegt of beheert, blijft beheren of opheft, zonder dat bij het Ministerie van Justitie opgaaf is gedaan op de wijze en in de vorm vastgesteld bij het uitvoeringsbesluit bedoeld in dit artikel".

Twee bepalingen strekken ertoe het ontbreken van een definitie van meester of beheerder van een systeem van gegevensverwerking te verhelpen door het gebruik van een onpersoonlijke wending. Het betreft artikel 22, § 1, eerste lid, voor de verplichting om ieder geregistreerde kennis te geven van de hem betreffende gegevensverwerking, en artikel 26, § 1, voor de verplichting om alvorens een geautomatiseerde persoonsregistratie wordt aangelegd, daaraan aan de Minister van Justitie opgaaf te doen. De identiteit "van hen die de opgaaf doen" (wie zij ook zijn) dient te worden opgenomen in het register van de geautomatiseerde persoonsregistratie" (artikel 27, § 2, 2°).

De verplichtingen die worden opgelegd door respectievelijk de artikelen 22 en 26 zijn van wezenlijk belang voor de opzet van het ontwerp. De natuurlijke persoon, de rechtspersoon

.../...

of de overheid op wie die verplichtingen rusten, moeten om twee redenen nauwkeurig bepaald kunnen worden. Enerzijds is het nodig dat de geregistreeerde personen aan wie het wetsontwerp een bescherming wil verlenen waarvan ze tot dusver verstoken zijn gebleven, met zekerheid de natuurlijke persoon, de rechtspersoon of de overheid kunnen identificeren ten aanzien van wie zij hun rechten kunnen doen gelden. Anderzijds zouden de in de ontwerp-wet gestelde strafrechtelijke sancties niet toepasbaar zijn als niet nauwkeuriger wordt bepaald welke persoon of overheid aansprakelijk is of van welke rechtspersoon de organen strafrechtelijk gehouden zijn. Door te stellen dat gestraft wordt "hij die" de in paragraaf 1, eerste lid, opgelegde verplichting niet nakomt of geen mededeling doet van de inlichtingen waarop iedere geregistreeerde persoon recht heeft, zou artikel 22, § 7, a) en b), het de rechter onmogelijk maken om alle bestanddelen van de tenlastelegging met de in strafzaken vereiste nauwkeurigheid te bepalen.

Artikel 2, d, van het Verdrag houdende bescherming van personen ten aanzien van de automatische verwerking van persoonsgegevens, gesloten op 28 januari 1981 en door België ondertekend op 7 mei 1982, bevat een definitie van "databeheerder". De opmerkingen die de Raad van State in verband met het ontwerp L. 14.053/2 gemaakt heeft, golden niet het beginsel zelf van zulk een definitie - er werd immers voorgesteld zowel het begrip beheerder als het begrip meester over de automatische gegevensverwerking te omschrijven - maar de te ruime bewoordingen waarin het begrip "meester over de automatische gegevensverwerking" was gedefinieerd (opmerking onder artikel 13).

.../...

BEPALEND GEDEELTE.Artikel 1.

Volgens de aan de Raad van State verstrekte inlichtingen is het bijwoord "opzettelijk" bewust in de tekst opgenomen : de stellers van het ontwerp hebben niet gewild dat het enkele feit van het opnemen een misdrijf zou opleveren, in aansluiting bij de rechtspraak van het Hof van Cassatie (zie onder meer de arresten van 16 september 1974 - Pas. 1975, I, 54 - en van 30 november 1976 - Pas. 1977, I, 365). Waarom is dan in de Franse tekst het bijwoord "intentionnellement" niet mede betrokken op de woorden "fait enregistrer", terwijl dat ten aanzien van dat laatste misdrijf toch geenszins tautologisch zou zijn. Hoe dan ook, de discrepantie tussen de Nederlandse en de Franse tekst zou moeten worden weggewerkt.

De opmerking is bedoeld voor 1° en 2°. Zij geldt ook voor artikel 2.

Artikel 3.

Het zou logischer zijn deze bepaling na artikel 6 in te voegen.

Dezelfde opmerking geldt voor artikel 13.

Artikel 5.

Het eerste lid bevat een discrepantie tussen de Franse en de Nederlandse tekst. "Gesprek" is in het Frans "conversation", niet "communication". Aangezien het onderscheid tussen

.../...

mededeling en gesprek vastgelegd is in artikel 1 van het ontwerp en op die twee termen in de memorie van toelichting commentaar wordt verstrekt naar aanleiding van datzelfde artikel, dient de Franse tekst afgestemd te worden op de Nederlandse, die de wil van de Regering juist weergeeft.

Volgens de verklaringen van de gemachtigde van de Minister zijn de in artikel 5, eerste lid, bedoelde urgentiediensten die welke door de openbare overheid georganiseerd of gecontroleerd worden. Het betreft hoofdzakelijk de dienst "900" maar het zou ook kunnen gaan om urgentiediensten die bij voorbeeld door openbare centra voor maatschappelijk welzijn zijn opgericht. Uitgesloten zijn daarentegen particuliere urgentiediensten, zoals bij voorbeeld sommige ambulancediensten. De tekst dient op dat punt gepreciseerd te worden; de gemachtigde van de Minister is het daarmee eens.

Uit de memorie van toelichting blijkt overigens dat het de door de Koning te bepalen urgentiediensten zijn die gemachtigd zullen worden om de voor hen bestemde telefoongesprekken op te nemen.

Het lid zou derhalve beter als volgt geredigeerd worden :

"De Koning bepaalt welke van de onder de openbare overheid ressorterende urgentiediensten gemachtigd zijn de voor hen bestemde gesprekken op te nemen".

.../...

Het tweede lid luidt als volgt :

"Met het oog op de bewaking van niet voor het publiek toegankelijke plaatsen kunnen, uit veiligheidsoverwegingen individuele of collectieve afwijkingen van artikel 1, 2° en 3°, worden toegestaan bij een in Ministerraad overlegd koninklijk besluit, nadat de bij artikel 6 ingestelde Raad voor de bescherming van de persoonlijke levenssfeer is gehoord".

Bij dit lid zijn een aantal opmerkingen te maken.

I. Het voorziet in de mogelijkheid om af te wijken van het verbod dat strafbaar is gesteld onderscheidenlijk in 2° en 3° van artikel 1. In een dergelijke afwijking was niet voorzien in de eerder aan de Raad van State voorgelegde ontwerpen. Men kan zich dan ook afvragen welke de juiste draagwijdte is én van het verbod én van de mogelijkheid om daarvan af te wijken.

Eerst lijkt het zo te zijn dat de verwijzing naar artikel 1, 2° en 3°, doelt op het verbod om personen zonder hun toestemming te bespieden of te laten bespieden en om opzettelijk van die personen beelden op te nemen of te laten opnemen, met uitsluiting van ieder procédé voor het afluisteren of opnemen van gesprekken. Eigenlijk zijn de termen "bespieden" en "doen bespieden" in dat opzicht niet geheel ondubbelzinnig want ook het opnemen van geluiden kan als een bespiedingsprocédé worden beschouwd. Die dubbelzinnigheid brengt geen moeilijkheden mee wat betreft artikel 1, waarvan de verbodsbepalingen kunnen worden samengevoegd, vermits artikel 1, 1°, moet worden nageleefd op welke plaats ook. Zij zou echter wel moeilijkheden kunnen doen ontstaan bij de interpretatie van de mogelijkheid tot afwijking : indien de Regering het zo bedoelt dat artikel 5, tweede lid, niet veroorlooft dat machtiging wordt verleend tot

.../...

het plaatsen van toestellen waarmee een privé-gesprek of een privé-mededeling kan worden opgenomen, behoort die bedoeling op zijn minst in de memorie van toelichting te worden gepreciseerd.

II. Doordat artikel 5, tweede lid, van het ontwerp "het opstellen van een televisiecamera bij toezicht op een niet voor het publiek toegankelijke plaats" (voorbeeld uit de memorie van toelichting) afhankelijk maakt van een bij koninklijk besluit toegestane afwijking, moet men zich gaan afvragen welke de juiste draagwijdte is van artikel 1, 2°. Uit de vergelijking van de twee bepalingen zou kunnen worden afgeleid dat artikel 1, 2°, behoudens afwijking, verbiedt dat een eigenaar van een woning een televisiecamera opstelt met de bedoeling aldus na te gaan wie er tijdens zijn afwezigheid en buiten zijn weten mocht binnendringen. Het is duidelijk dat de aldus geïdentificeerde inbrekers daartoe niet de in artikel 1, 2°, voorgeschreven toestemming zouden hebben gegeven.

Indien dat niet de bedoeling van de Regering is, zou artikel 1, 2°, allicht zo aangevuld moeten worden dat personen die zich op onwettige wijze toegang verschaffen tot een voor het publiek niet-toegankelijke plaats, de bescherming wordt ontzegd waarop men ter eerbiediging van zijn persoonlijke levenssfeer aanspraak kan maken.

III. Op andere punten zou de mogelijkheid tot afwijking bedoeld bij artikel 5, tweede lid, te ruim kunnen worden bevonden. De bepaling geeft immers niet nader aan wie een individuele afwijking kan krijgen en ook niet voor welke categorieën van personen een collectieve afwijking kan worden verleend. Het in de memorie van toelichting aangehaalde voorbeeld,

.../...

dat betrekking heeft op sommige types van gebouwen of sommige categorieën van ondernemingen, is te vaag geformuleerd. Bepaalde delen van het gebouw of bepaalde ruimten in de onderneming dienen beschermd te worden tegen iedere aantasting van de persoonlijke levenssfeer van degenen die er zich wettig in bevinden. Dat geldt zeker voor de woning van een conciërge, van een bewaker of van andere personeelsleden, welke plaatsen beschouwd moeten worden als woningen waarvan de onschendbaarheid door de Grondwet wordt gewaarborgd, maar ook voor de lokaliteiten die het personeel ter beschikking worden gesteld voor ontspanning, rust of vergadering (1). Daaruit volgt dat, als men het bij de voorbeelden van de memorie van toelichting houdt, niet alle delen van een gebouw of niet alle ruimten van een onderneming te allen tijde zonder onderscheid systematisch bewaakt mogen worden.

IV. De vraag rijst ook of een systematische bewaking, althans wanneer ze, het zij nog eens herhaald, gericht is op personen die zich wettig in een voor het publiek niet-toegankelijke plaats bevinden, wel verenigbaar is met artikel 8 van het Europees Verdrag tot bescherming van de rechten van de mens.

Het Europees Hof voor de rechten van de mens heeft in het arrest KLASS aangaande het af luisteren van telefoongesprekken, geoordeeld dat systematisch af luisteren strijdig is met artikel 8 van het Verdrag en in artikel 6, § 2, heeft de

.../...

(1) Het is niet onbelangrijk hier te wijzen op een arrest van het Opperste Gerechtshof van Californië waarin strijdig met het IVe amendement van de Amerikaanse Grondwet is geacht dat de politie, met goedvinden van de eigenaars, systematisch toiletruimten bewaakt die voor het publiek toegankelijk zijn maar waarvan de privacy ontzien moet worden zolang er zich een gebruiker in bevindt. Vgl. Bielicki v. Superior Court of Los Angeles County, 21 Cal. Rptr. 552; 371 P. 2d 288 (1962).

Regering zich met die uitlegging verenigd. Ook al vormt het opnemen van beelden een minder ernstige aantasting van de persoonlijke levenssfeer dan afluisteren, toch kan bezwaarlijk worden aanvaard dat personen die zich op geoorloofde wijze bevinden in een plaats die voor het publiek niet-toegankelijk is, dit zonder hun goedvinden en op systematische wijze moeten ondergaan. Sommige hedendaagse praktijken, zoals het opstellen van camera's op plaatsen die toegang tot een openbare dienst of een privé-onderneming verschaffen, kunnen als wettig aanzien worden. Een bepaling daarentegen die de Koning in staat zou stellen om gelijk welke afwijking toe te staan in iedere voor het publiek niet-toegankelijke plaats en ten aanzien van al wie er wettig toegang heeft, zou geacht moeten worden onverenigbaar te zijn met artikel 8 van het Europees Verdrag tot bescherming van de rechten van de mens.

V. Het tweede lid staat afwijkingen toe "uit veiligheidsoverwegingen". Deze doelstelling is in veel te ruime bewoordingen geformuleerd opdat zij verenigbaar kan zijn met de grenzen bepaald in artikel 8, tweede lid, van het Verdrag. De Regering zou nauwkeuriger en concreter moeten aangeven hoe haar bedoeling zich verhoudt tot de tekst van het Verdrag.

Artikel 6.

Het artikel is overdreven lang.

De paragrafen 1, 2 en 5 moeten een artikel vormen, paragraaf 3 een tweede artikel en paragraaf 4 een derde artikel.

.../...

Paragraaf 1.

1. Het begrip "ernstige vernieling van goederen" wordt nergens omschreven. De gemachtigde van de Minister heeft als voorbeelden genoemd het opblazen van overheidsgebouwen, spoorweginfrastructuur, luchthaveninrichtingen, particuliere gebouwen, enz. Men zou zich ook op artikel 6, § 1, kunnen beroepen wanneer demonstraties in een opstand dreigen te ontaarden. Het zou dienstig zijn dat daarop, althans in de memorie van toelichting, nader wordt ingegaan.

2. Contraspionage is evenmin gedefinieerd. De gemachtigde van de Minister heeft geen uitleg kunnen verstrekken omtrent de wijze waarop dat begrip moet worden verstaan. In dat verband heeft de Raad van State reeds de volgende opmerking gemaakt (advies nr L. 14.053, blz. 96) (1) :

"IV. In het deel van de memorie van toelichting dat betrekking heeft op dit artikel, leest men :

"De betekenis gegeven aan de term contra-spionage steunt op hetgeen is bepaald in de N.A.V.O.-documenten die de grondregels van die Organisatie in deze materie vastleggen. In de tekst wordt dus met contra-spionage bedoeld, het geheel van de maatregelen die ertoe strekken om spionage van de tegenpartij te ontdekken en te neutraliseren, met dien verstande dat door spionage wordt verstaan handelingen gericht op het heimelijk verzamelen van informatie".

.../...

(1) In de memorie van toelichting van het onder nummer L. 14.053/2 onderzochte ontwerp werd verwezen naar een definitie in de N.A.V.O.-documenten. Deze verwijzing komt niet meer voor in de memorie van toelichting van het onderhavige ontwerp.

Naar aan de Raad van State is verklaard, komt er in de documenten van de N.A.V.O. geen juridische omschrijving van het begrip contra-spionage voor en is het zaak van elke Lid-Staat een zodanige begripsomschrijving op te stellen. In de Belgische wetgeving bestaat zulk een begripsomschrijving op dit moment niet".

3. Uit aan de Raad van State verstrekte inlichtingen blijkt dat volgens de bedoeling van de Regering enerzijds de afwijking niet afhankelijk wordt gemaakt van een aanvraag en anderzijds het bevel gezamenlijk zal worden gegeven door de Eerste Minister en de Minister van Justitie, ofwel gezamenlijk door die beide Ministers en de Minister van Landsverdediging of de Minister van Binnenlandse Zaken.

De tekst zou die bedoeling beter tot uiting moeten brengen, bijvoorbeeld met de volgende formulering die wordt voorgesteld onder voorbehoud van de hierboven gemaakte opmerkingen 1 en 2 :

"§ 1. Als er onmiddellijke dreiging is van ernstig geweld tegen personen of van ernstige vernieling van goederen of als er dringende noodzaak bestaat terzake van contraspionage of veiligheid van de Staat, kunnen de Eerste Minister en de Minister van Justitie samen of gezamenlijk, hetzij met de Minister van Landsverdediging, hetzij met de Minister van Binnenlandse Zaken, in aangelegenheden die tot de respectieve bevoegdheden van deze laatsten behoren, aan ambtenaren van bepaalde diensten die onder het gezag van één van de bij de besluitneming betrokken Ministers staan, toestemming verlenen om binnen de in paragraaf 2 gestelde grenzen een opdracht te vervullen die afwijkt van de artikelen 1 en 2".

.../...

Paragraaf 2.

Volgens artikel 6, § 2, van het ontwerp dient het bevel schriftelijk te worden gegeven en met redenen te zijn omkleed.

Het dient te vermelden :

- de met de uitvoering belaste dienst;
- de aard van de afwijkingen;
- de omvang ervan;
- de duur ervan;
- de naam van de bewaakte personen.

Onder "aard van de afwijkingen" moet worden verstaan het voorwerp van die afwijkingen : afluisteren, opnemen, fotograferen, enz. De "omvang" slaat op de plaatsen waar het afluisteren e.d. zullen geschieden. De duur bedraagt ten hoogste drie maanden maar de afwijking kan worden "hernieuwd". Feitelijk wordt de vernieuwing toegestaan na afloop van dezelfde procedure als in artikel 6 wordt bepaald.

Het bevel dient schriftelijk te worden gegeven en met redenen te zijn omkleed. Dit vereiste moet in verband worden gebracht met een andere, in paragraaf 6, eerste lid, omschreven verplichting, namelijk dat de informatie niet mag worden verzameld "voor andere doeleinden dan die waarvoor (...) de afwijkingen (...) zijn verkregen". De gemachtigde van de Minister heeft bevestigd dat het schriftelijke bevel het doel van de afwijking nader dient aan te geven (1). Het is wenselijk dat zulks in paragraaf 2 duidelijk wordt gesteld.

.../...

(1) Bijvoorbeeld, "om een spionagenet de ontdekken".

De volgende tekst wordt voorgesteld voor het eerste lid :

"Die afwijkingen zijn onderwerp van een schriftelijk bevel. Dat bevel wordt met redenen omkleed, inzonderheid ten aanzien van de in paragraaf 1 bepaalde doeleinden. Het vermeldt de met de uitvoering belaste dienst, de aard, de omvang en de duur van de afwijkingen, alsmede de naam van de bewaakte personen".

Paragraaf 3.

1. Naar aanleiding van een proceduremaatregel - het meedelen van het bij paragraaf 2 voorgeschreven bevel door de Minister van Justitie - voeren de derde paragraaf en de volgende paragrafen een controlesysteem in dat één van de punten is waarop het onderhavige ontwerp iets origineels brengt ten opzichte van het onder nummer L. 14.053/2 onderzochte ontwerp. Die paragrafen beogen immers enerzijds een uit zes magistraten samengestelde Raad voor de bescherming van de persoonlijke levenssfeer in te stellen en anderzijds een Parlementaire Commissie voor de bescherming van de persoonlijke levenssfeer op te richten die samengesteld zou zijn uit zes senatoren en zes volksvertegenwoordigers.

Die controleorganen krijgen een aanzienlijke bevoegdheid. De memorie van toelichting zegt namelijk het volgende :

"De controle-organen die zijn samengesteld uit leden van de wetgevende en van de rechterlijke macht zorgen voor een goede uitoefening van de politieke verantwoordelijkheid van de Regering alsmede van de strafrechtelijke aansprakelijkheid van hen die de wet overtreden en van hen die ze als ambtenaar of minister doen of laten overtreden".

.../...

De Raad voor de bescherming van de persoonlijke levenssfeer en de Parlementaire Commissie voor de bescherming van de persoonlijke levenssfeer zijn krachtens artikel 16, § 3, van het ontwerp ook nog belast met de controle op "de geautomatiseerde persoonsregistraties beheerd door het Bestuur Veiligheid van de Staat met het oog op de opsporing van misdrijven tegen de interne en externe veiligheid van de Staat".

Zowel wegens het belang van hun bevoegdheid als uit een zuiver wetgevingstechnisch oogpunt zouden aan de Raad en de Commissie afzonderlijke bepalingen gewijd moeten worden, zoals in het ontwerp (artikel 36) voor de "Raadgevende Commissie voor de bescherming van de persoonlijke levenssfeer" is gedaan. Die werkwijze zou het allicht mogelijk maken de hoofdregels inzake samenstelling, bevoegdheid en werkwijze van de Raad en de Commissie nauwkeuriger aan te geven.

2. De bepalingen in verband met de Raad laten immers een aantal vragen onbeantwoord. Daar de gemachtigde van de Minister daarover geen uitsluitsel heeft kunnen geven, kan de Raad van State niets anders dan die vragen onder de aandacht te brengen.

a) Er is een even aantal raadsleden en er is niet voorgeschreven dat de stem van de voorzitter beslist. Dat kan ongetwijfeld tot een patstelling leiden.

b) Over de taalregeling van de Raad, welke regeling nochtans bij de wet vastgesteld moet worden, is met geen woord gerept.

c) Hoe en door wie wordt de voorzitter aangewezen ?

d) Mag de Raad emeriti magistraten of eremagistraten omvatten ?

e) Het ontwerp voorziet niet in plaatsvervangers.

f) Zal de Raad beschikken over administratieve diensten om hem bij te staan in de taken die hem worden toevertrouwd en die, naar het zich laat aanzien, tijdrovend zullen zijn ?

g) Het ontwerp omvat vrijwel geen bepalingen met betrekking tot de rechtspleging voor de Raad. Deze komt bijeen binnen acht dagen (met inbegrip van zaterdagen, zon- en feestdagen) na ontvangst van het bevel maar er is hem geen enkele termijn gesteld om zijn beslissing te wijzen. Dat is des te onbegrijpelijker daar hij zijn beslissing aan de Minister slechts meedeelt wanneer die beslissing het bevel "ongeldig verklaart". De Minister kan dus in geval van een late beslissing tot ongeldigverklaring, te goeder trouw gemeend hebben dat het bevel geldig is verklaard, hetgeen, ondanks de in het vierde lid voorgescreven vernietiging, van de inlichtingen of documenten, onherstelbare gevolgen kan hebben gehad voor de rechten van de verdediging.

h) De tekst bepaalt niet dat de Raad de Minister of zijn gemachtigde kan horen. Dat zou nochtans nuttig zijn, inzonderheid voor het geval dat het bevel summier en onvolledig is gemotiveerd.

i) Wat is de aard van de "beslissing" van de Raad ?

De Raad "verklaart" het bevel "ongeldig" wanneer hij oordeelt dat het niet in overeenstemming is met de wet.

Het betreft een "beslissing" die met redenen omkleed dient te zijn, maar paragraaf 4 bepaalt dat de Raad bij name de ministers aanwijst die, na het "advies" van niet-overeenstemming met de wet, bedoeld in paragraaf 3, te hebben ontvangen, dat advies niet onverwijld hebben opgevolgd. Wat moet onder "ongeldig verklaren" ("invalider") worden verstaan ? Gaat het om een beslissing ("décision") of om een advies ("avis") ? Hoe het ook zij, het woordgebruik mist op dit punt althans samenhang en dat moet worden verholpen.

De gemachtigde van de Minister heeft desgevraagd het niet uitgesloten geacht dat de tekst betekent dat de Raad bevoegd zal zijn om het bevel te vernietigen. Die vernietiging zou dan werken ex tunc. De met redenen omklede vernietigingsbeslissing zou moeten worden "gericht aan" (men schrijve : "ter kennis gebracht van ...") de ministers die het bevel hebben gegeven.

j) Waartoe dient het dat de "betrokken" ministers, zoals de laatste volzin van het derde lid voorschrijft, aan de Raad berichten "dat zij die beslissing opvolgen" ?

Deze bepaling moet blijkbaar in verband worden gebracht met paragraaf 4, eerste lid. Volgens de tweede volzin van dat lid moet de Raad de ministers "die, na het in paragraaf 3 bedoelde advies van niet-overeenstemming met de wet te hebben ontvangen, dat advies niet onverwijld hebben opgevolgd", "bij name" aangeven (bij de Parlementaire Commissie). Moeten de twee bepalingen samen zo uitgelegd worden dat de Raad slechts de gevallen dient aan te geven waarin de betrokken minister heeft nagelaten te berichten dat hij de beslissing tot nietigverklaring van het bevel zal opvolgen ? Ten gunste van die uitlegging zou uit een formeel oogpunt kunnen worden aangevoerd dat de Raad geen enkel middel verschaft wordt om na te gaan of de minister of zijn diensten de beslissing werkelijk hebben opgevolgd en, meer ten gronde, dat het in overeenstemming lijkt te zijn met de geest van onze instellingen, het antwoord van de minister door een politiek veeleer dan door een juridisch orgaan op zijn juistheid te laten toetsen. Op te merken valt echter dat de doeltreffendheid van dit systeem twijfelachtig is. De bij paragraaf 4, eerste lid, tweede volzin, bedoelde aangifte lijkt immers maar verplicht te zijn in het driemaandelijks rapport met opmerkingen dat voorgeschreven is in de eerste volzin van hetzelfde lid. Die aangifte zou dus wel eens zeer laat kunnen komen. Bovendien verleent het ontwerp aan de Parlementaire Commissie zelf geen enkele bijzondere onderzoeks- of toetsingsbevoegdheid.

.../...

Paragraaf 4.

Veel van de in verband met de Raad geopperde vragen zijn toepasselijk op de bij paragraaf 4 opgerichte Parlementaire Commissie. Daarbij komt nog dat in het ontwerp niet is gezegd wat de Parlementaire Commissie zal doen met het rapport van de Raad en, meer in het algemeen, met de wetsovertredingen waarvan zij kennis zal hebben gekregen.

Bovendien moge eraan herinnerd worden dat het beginsel dat de Commissieleden verkozen worden volgens de "evenredige vertegenwoordiging" de Raad van State er in verband met een soortgelijke bepaling in het onder nummer L. 14.053/2 onderzochte ontwerp toe gebracht heeft de volgende opmerking te maken :

"De verwijzing naar de evenredige vertegenwoordiging van de politieke fracties lijkt wel in te houden dat de parlementsleden van de oppositie mede vertegenwoordigd zouden zijn in de commissie, een waarborg waarop het arrest van het Europees Hof (1) niet nalaat de nadruk te leggen. Die berekeningswijze zou kunnen meebrengen dat er binnen de commissie geen taalevenwicht is; de Regering behoort in de tekst zelf te bepalen of de taalpariteit verzekerd moet zijn".

Het ontwerp laat dat onbeantwoord.

Paragraaf 5.

Volgens die bepaling kunnen de Eerste Minister, de Minister van Justitie, de Minister van Landsverdediging en de Minister van Binnenlandse Zaken de bevoegdheden die hun in paragraaf 1 worden verleend, ieder van zijn kant delegeren aan een ander minister. Deze mag nooit een minister zijn die in het specifieke geval mede de beslissing helpt treffen tot het geven van het bevel. Met andere woorden : de Minister van Justitie kan

(1) Het betreft het arrest van 6 september 1978 in de zaak KLASS, waarnaar in de memorie van toelichting herhaaldelijk wordt verwezen. .../...

de Minister van Binnenlandse Zaken delegatie geven, behalve wanneer de te nemen beslissing volgens paragraaf 1 het optreden vereist van de Minister van Binnenlandse Zaken die handelt als zodanig.

Uit de aan de Raad van State verstrekte uitleg blijkt dat de delegatie, volgens de bedoeling van de Regering slechts aan een minister, in de enge zin van het woord, gegeven zal kunnen worden, dit wil zeggen aan een lid van de Ministerraad. Die verduidelijking zou in de tekst zelf moeten staan.

De delegatie is in beginsel tijdelijk van aard. Ze is bedoeld "om de moeilijkheden te voorkomen die de afwezigheid of de verhindering van een van de betrokken Ministers zou kunnen meebrengen". Zoals de bepaling echter is geredigeerd maakt zij het mogelijk dat zulk een delegatie zonder tijdsbeperking wordt verleend, bij voorbeeld voor de duur van de Regering, met dien verstande dat de delegatieverlener er een einde aan kan maken. De gemachtigde van de Minister heeft toegegeven dat de tekst nauwer bij de memorie van toelichting zou moeten aansluiten.

De delegaties zouden ter kennis gebracht moeten worden van de Raad voor de bescherming van de persoonlijke levenssfeer. Aangezien deze dient na te gaan of het bevel in overeenstemming is met de wet, is het van belang dat hij weet heeft van de verleende delegaties. Die delegaties zouden ook ter kennis gebracht moeten worden van de Parlementaire Commissie, hetzij onmiddellijk, hetzij althans in het driemaandelijks rapport van de Raad.

Het laatste lid van paragraaf 5 bepaalt : "De inlichtingen of documenten verkregen naar aanleiding van de uit-

.../...

voering van een bevel waarvan niet binnen drie dagen kennis is gegeven aan de Minister die de delegatie heeft gegeven, moeten onmiddellijk worden vernietigd". Het is niet duidelijk hoe die bepaling concreet toegepast kan worden. De dienst waaraan het bevel is gegeven ressorteert per definitie niet onder het gezag van de gedelegeerde minister en de minister die de delegatie heeft verleend is naar verondersteld wordt verhinderd of afwezig. Hoe zal die dienst weten dat het bevel dat hij heeft ontvangen niet binnen drie dagen door de gedelegeerde minister is meegedeeld aan de minister die de delegatie heeft gegeven? Met andere woorden, hoe kan hij nadat de termijn van drie dagen is verstreken, de documenten onmiddellijk vernietigen als hem ten enen male onbekend is dat de mededeling niet is gedaan? Heel het systeem moet worden herzien.

Paragraaf 6.

1. Wat betreft de "andere doeleinden dan die waarvoor zij de afwijkingen hebben verkregen" zij verwezen naar de opmerking aangaande paragraaf 2.

2. Volgens de gemachtigde van de Minister dient men onder "hiërarchische meerdere" in de zin van het tweede lid te verstaan, zowel de ambtenaren die een hiërarchisch gezag hebben over de bedoelde ambtenaar als de minister onder wie de dienst waartoe de ambtenaar behoort, ressorteert. De tekst zelf bevestigt dat deze tweevoudige hoedanigheid van de "hiërarchische meerdere" mogelijk is want hij verwijst naar de "voorwaarden gesteld in de paragrafen 2, 3 en 5".

De bedoelde paragraaf 2 heeft betrekking op de inhoud en op de duur van het bevel, alsook op de verplichting de inlichtingen of documenten te vernietigen die niet meer dienstig zijn om de beoogde doelstelling te bereiken.

.../...

Paragraaf 3 betreft de verplichting van de Minister van Justitie om het bevel mee te delen aan de Raad voor de bescherming van de persoonlijke levenssfeer, de rol van die Raad en de verplichting tot vernietiging van de inlichtingen of documenten die verkregen zijn naar aanleiding van de uitvoering van een bevel dat niet in overeenstemming met de wet is bevonden.

Paragraaf 5 handelt over de delegatie die door een minister aan een ander minister wordt verleend en over de noodzaak de inlichtingen of documenten te vernietigen die verkregen zijn naar aanleiding van een bevel waarvan niet binnen drie dagen kennis is gegeven aan de minister die de delegatie heeft gegeven.

In de drie leden van paragraaf 6 worden door elkaar verplichtingen aangegeven die op ministers rusten en verplichtingen die op de ministers en op de administratieve diensten wegen (het vernietigen van de documenten). Nu de Regering het zo wil, is het ter voorkoming van dubbelzinnigheid volstrekt noodzakelijk dat paragraaf 6, tweede lid, duidelijk doet uitkomen dat die bepaling mede op de minister slaat.

3. Het derde lid voert een overtreding in die alleen door ministers begaan kan worden.

Reeds in het tweede en ook in het derde lid komt zodoende de strafrechtelijke aansprakelijkheid van de ministers aan de orde. Aangaande die aansprakelijkheid bepaalt artikel 90 van de Grondwet het volgende :

"De Kamer van volksvertegenwoordigers heeft het recht ministers in beschuldiging te stellen en hen te brengen voor het Hof van Cassatie; dit alleen is bevoegd om hen te berechten, in verenigde kamers, behoudens hetgeen de wet zal bepalen betreffende het instellen van de burgerlijke rechtsvordering door de benadeelde partij en betreffende misdaden en wanbedrijven die door ministers buiten de uitoefening van hun ambt mochten zijn gepleegd.

.../...

Een wet zal bepalen in welke gevallen de ministers verantwoordelijk zijn, welke straffen hun worden opgelegd en op welke wijze tegen hen in rechte wordt opgetreden, zowel bij inbeschuldigingstelling door de Kamer van Volksvertegenwoordigers als bij vervolging door de benadeelde partijen".

Een ontwerp van wet tot uitvoering van artikel 90 van de Grondwet is op 3 oktober 1975 in de Kamer van Volksvertegenwoordigers ter tafel gelegd (Gedr. St. Kamer, zitting 1974-1975, nr 651-1, advies L. 12.260/1 van 4 juni 1975 en advies L. 12.375/1/V van 12 augustus 1975). Dat ontwerp, waarop er amendementen zijn, is van verval ontheven bij de wetten van 16 november 1977 (Belgisch Staatsblad van 22 november 1977), 21 mei 1979 (Belgisch Staatsblad van 22 mei 1979) en 5 februari 1982 (Belgisch Staatsblad van 9 februari 1982).

Het spreekt vanzelf dat de problematiek aangaande artikel 90 van de Grondwet bij de inwerkingtreding van de in de maak zijnde wet tot bescherming van bepaalde aspecten van de persoonlijke levenssfeer weer acuut zal worden.

+

Uit al het vorenstaande blijkt dat artikel 6 in zijn geheel herzien moet worden.

Artikel 7.

Het zou meer in overeenstemming zijn met het gebruik als er twee afzonderlijke artikelen werden gemaakt om de ontworpen artikelen 88bis en 44bis respectievelijk in het Wetboek van strafvordering en in het Wetboek van militaire strafrechtspleging in te voegen.

.../...

Uit de tweede paragraaf van het ontworpen artikel 88bis en uit aan de Raad van State verstrekte uitleg blijkt dat er in de opvatting van de Regering tegen de beschikking van de onderzoeksrechter geen hoger beroep mogelijk is. Aan die regel zou in de tekst een uitdrukkelijke bepaling gewijd moeten worden, naar het voorbeeld van de wet van 20 april 1874 op de voorlopige hechtenis, die in het ontwerp openlijk tot model is genomen.

De tweede paragraaf van het ontworpen artikel 88bis neemt weliswaar grotendeels artikel 20 van de zoëven genoemde wet van 20 april 1874 over maar zou toch in de Franse tekst hier en daar naar de vorm verbeterd moeten worden, onder meer ter inachtneming van hetgeen heden ten dage wetgevingstechnisch gebruikelijk is. Zo zouden in die tekst bijvoorbeeld alle bepalingen in de tegenwoordige in plaats van in de toekomstige tijd gesteld moeten zijn. Dezelfde opmerking geldt voor het ontworpen artikel 44bis.

In het eerste lid van het ontworpen artikel 88bis, § 2, zou geschreven moeten worden "bedoeld in paragraaf 1" in plaats van "bedoeld in de vorige leden".

Ter wille van de overeenstemming met de Nederlandse tekst zou in de Franse tekst het vierde lid van dezelfde paragraaf 2 als volgt geformuleerd moeten worden :

"La chambre des mises en accusation statue toutes affaires cessantes, le ministère public entendu".

De in paragraaf 3 voorgeschreven vernietiging van de processen-verbaal, de documenten en de bandopnamen betreffende feiten die onder het beroepsgeheim vallen is stellig ten volle verantwoord. Of dat ook zo is wat betreft de ver-

.../...

nietiging van de gegevens zelf van de enquête wanneer zij "voor het onderzoek niet dienstig zijn", kan worden betwist. Uit de tekst en uit de algemene economie van het ontworpen artikel 88bis komt te voorschijn dat over het al dan niet dienstig zijn van die gegevens eenzijdig geoordeeld zal worden door de onderzoeksrechter, die misschien niet ogenblikkelijk - de vernietiging moet dadelijk geschieden - bedacht zal zijn op de voor de verdediging gunstige kanten die bepaalde delen van die documenten achteraf zouden kunnen vertonen. Een soortgelijke opmerking geldt voor de bevoegdheid die het ontworpen artikel 44bis, vierde lid, aan de auditeur-generaal of aan de krijgsauditeur verleent.

Artikel 8.

Het artikel luidt als volgt :

"De Koning kan bij een in de Ministerraad overlegd koninklijk besluit :

- 1° Regels stellen met betrekking tot de verkoop, het te koop aanbieden, de aankoop, de verhuring, het onder zich hebben op grond van welke overeenkomst ook, de afstand, de verwaardiging, de invoer, de uitvoer en het vervoer van de toestellen of combinaties van toestellen waarmee een in artikel 1 omschreven misdrijf kan worden gepleegd, wanneer ze enkel bruikbaar zijn tot overtreding van deze wet.
- 2° Regels stellen met betrekking tot de opstelling van die toestellen of combinaties van toestellen en tot de desbetreffende reclame".

In het begin van het artikel moet het bijvoeglijk naamwoord "koninklijk" weggelaten worden.

Het bepaalde onder 1° is in vergelijking met het door de Raad van State onder nr L. 12.281/2 (Senaat, 1975-1976, Gedr. St. nr 846/1) onderzochte ontwerp aangevuld met het zinsdeel "wanneer ze enkel bruikbaar zijn tot overtreding van deze wet".

.../...

Dat zinsdeel lijkt de grondregel van 1° dermate te kunnen beperken dat er geen enkele ruimte meer is voor de toepassing van die regel. De toestellen die de Regering waarschijnlijk op het oog heeft en die naar luid van de memorie van toelichting "uitsluitend voor ongeoorloofde doeleinden worden aangewend" kunnen immers ook in alle gevallen op ongeoorloofde wijze worden gebruikt, hetzij krachtens een van de bij artikel 7 verleende machtigingen, hetzij voor alle andere doeleinden die geen aantasting van de persoonlijke levenssfeer inhouden, bij voorbeeld voor het wetenschappelijk gadeslaan van dieren.

De weglating van het hier bedoelde zinsdeel zou in geen geval zo opgevat kunnen worden dat de Koning gemachtigd wordt een reglementering in te voeren waarvan de opzet verder zou gaan dan die van de ontwerp-wet.

De woorden "op grond van welke overeenkomst ook" moeten achterwege blijven. Uit de aan de Raad van State verstrekte gegevens blijkt immers dat het de bedoeling van de Regering is dat de Koning ook regels zou vermogen uit te vaardigen voor het onder zich hebben van de bedoelde voorwerpen anders dan op grond van een overeenkomst, bij voorbeeld voor het bezit van een voorwerp dat men gevonden heeft.

Artikel 9.

In het tweede lid leze men : "... in het eerste lid ... " en niet "... in het vorige lid ...".

Evenzo dient in artikel 10, tweede lid, te worden gelezen : "... overeenkomstig het eerste lid ..." in plaats van : "... overeenkomstig het vorige lid ...".

.../...

Artikel 14.

De derde paragraaf valt onder de algemene opmerking nr II die aan het begin van dit advies is gemaakt.

Artikel 16.Paragraaf 2.

1. De inleidende volzin van paragraaf 2 betekent woordelijk dat de wet in haar geheel niet toepasselijk zal zijn op de in de paragraaf opgesomde registraties. Daaruit volgt dat de bedoelde registraties niet onder enig toezicht zullen vallen, zelfs niet onder het toezicht van de door artikel 36 opgerichte "Raadgevende Commissie voor de bescherming op de levenssfeer" (lees : van de persoonlijke levenssfeer). De gemachtigde van de Minister heeft evenwel niet kunnen bevestigen dat dit wel degelijk de strekking is die de Regering aan de tekst bedoelt te geven.

Naar gelang van de juiste bedoeling van de Regering moet ofwel de huidige tekst behouden blijven ofwel geschreven worden : "De hoofdstukken II en III zijn niet toepasselijk op : ".

2. Uit de bepaling onder a), die de "geautomatiseerde persoonsregistraties die door internationaal publiekrechtelijke instellingen worden gehouden" buiten de toepassing van de wet laat, blijkt niet duidelijk of dit gebeurt op voorwaarde dat België lid is van die instellingen. Die verduidelijking zou ten minste in de memorie van toelichting moeten worden gegeven.

3. Wat b) betreft, dat wil zeggen de "geautomatiseerde persoonsregistraties waarin gegevens zijn opgenomen

die ingevolge een wettelijke of bestuurrechtelijke bepaling onder een voorschrift van openbaarmaking vallen of waarvan de openbaarmaking door de betrokkene geschiedt", heeft de gemachtigde van de Minister een aantal verduidelijkingen verschaft.

Eerst en vooral is het zo dat alleen de geautomatiseerde registraties die uitsluitend persoonsgegevens bevatten welke onder een voorschrift van openbaarmaking vallen, buiten de toepassing van de wet kunnen blijven.

Vervolgens zijn als voorbeelden van een door een wettelijke bepaling voorgeschreven openbaarmaking aangehaald, de protesten die onder een voorschrift van openbaarmaking ter griffie van de rechtbanken van koophandel vallen (artikel 443 van boek III, titel I, van het Wetboek van Koophandel). Het "Protestenblad" mag dus voor die protesten een automatisch verwerkingssysteem hebben en die verwerking valt niet onder de wet (1).

Als voorbeeld waarin de openbaarmaking "geschiedt" door diegene op wie het persoonsgegeven betrekking heeft, vermeldt de memorie van toelichting de handelsreclame. Meer bepaald heeft de gemachtigde van de Minister verwezen naar de reclame in de "gouden gids" van het telefoonboek. Men bedenke echter dat in dit geval de openbaarmaking niet "geschiedt" door de betrokkene, maar wel door de uitgever, op verzoek van de betrokkene. Het laatste zinsdeel moet derhalve als volgt worden geredigeerd :

" ... of waarvan de betrokkene de openbaarmaking verricht of doet verrichten".

.../...

(1) De in de tekst onder b) gebruikte bewoordingen zijn ruim genoeg om ook andere aan openbaarmaking onderworpen gegevens te omvatten, zoals de akten van de burgerlijke stand, de aan openbaarmaking onderworpen akten inzake immobiliën, de vonnissen van onbekwaamverklaring enz. ...

4. Nauwkeurigheidshalve moet in c) worden geschreven :

"c) de geautomatiseerde registraties van het Nationaal Instituut voor de Statistiek, behalve wanneer het gaat om het verrichten van de bijzondere onderzoeken bedoeld in artikel 5 van de wet van 4 juli 1962 waarbij de Regering gemachtigd wordt statistische en andere onderzoeken te houden betreffende de demografische, economische en sociale toestand van het land;".

5. De bepaling onder d) houdt buiten de toepassing van de wet : "de geautomatiseerde persoonsregistraties beheerd door de Algemene Dienst Inlichting en Veiligheid van Landsverdediging".

Beter kan worden gelezen : "... door de Algemene Dienst Inlichting en Veiligheid van het Ministerie van Landsverdediging".

6. De uitsluiting onder e) geldt voor alle geautomatiseerde persoonsregistraties betreffende deposito-, geld- en effectenrekeningen, ongeacht of die rekeningen worden gehouden door openbare of private financiële instellingen of zelfs door gewone particulieren.

Ter wille van de symmetrie, op welker noodzaak reeds eerder is gewezen, zou moeten worden geschreven :

"e) de geautomatiseerde registraties betreffende deposito-, geld- en effectenrekeningen".

7. Paragraaf 3 stelt specifieke regels voor de geautomatiseerde persoonsregistraties die beheerd worden door het Bestuur Veiligheid van de Staat met het oog op de opsporing van misdrijven tegen de interne en externe veiligheid van de Staat.

.../...

Het is dus onjuist te beweren, zoals in het eerste lid staat geschreven : "Deze wet vindt geen toepassing op de geautomatiseerde persoonsregistraties ..." aangezien voor die registraties de bijzondere bepalingen van paragraaf 3 gelden.

De eerste volzin van het tweede lid luidt :

"De Raad voor de bescherming van de persoonlijke levenssfeer, ingesteld bij artikel 6, § 3, stelt de soorten van persoonsgegevens vast die mogen worden opgenomen in geautomatiseerde persoonsregistraties die door dat bestuur worden beheerd met het oog op de opsporing van de in het vorige lid genoemde misdrijven".

De werkwoordvorm "stelt vast" kan de indruk wekken dat de Raad voor de bescherming van de persoonlijke levenssfeer een verordenende bevoegdheid bezit. Volgens de aan de Raad van State verstrekte gegevens zou de Regering het integendeel zo bedoelen dat die bevoegdheid slechts zou worden uitgeoefend bij wege van machtiging en met betrekking tot elke soort van persoonsgegevens.

Het is stellig wenselijk dat de wet zelf de maatstaf bepaalt welke de Raad voor de bescherming van de persoonlijke levenssfeer zal moeten hanteren voor het verlenen van machtiging. De maatstaf welke de ontworpen tekst voorstelt "met het oog op de opsporing van de in het vorige lid genoemde misdrijven" is echter niet nauwkeurig genoeg. Het lijkt duidelijk dat de term "opsporing" geen betrekking kan hebben op de opsporing van de daders van reeds gepleegde misdrijven, aangezien zodanige opsporing tot de bevoegdheid van de rechterlijke overheid behoort. De verwijzing naar de misdrijven tegen de interne en externe veiligheid van de Staat kan bijgevolg tot misverstand leiden. Die verwijzing lijkt alleen voorkoming, op min of meer lange termijn, van zulke misdrijven op het oog te kunnen hebben. De tekst zou op dit punt moeten worden gepreciseerd; de Raad van State kan dit

niet doen nu hij geen voldoende duidelijk antwoord heeft gekregen op al deze vragen. Het bepalen van een nauwkeurige maatstaf is hier des te belangrijker daar de registraties waarin andere gegevens mochten voorkomen dan die welke aan die maatstaf zouden beantwoorden, onder het gemeenrechtelijk stelsel van de ontworpen wet zouden vallen.

Paragraaf 3 zou wegens zijn specifiek onderwerp beter een afzonderlijk artikel vormen, waarvan het eerste lid, dat in de plaats zou komen van het eerste en het tweede lid van het ontwerp, rekening houdend met de hiervoren gemaakte opmerkingen, als volgt zou kunnen worden geredigeerd :

"Met het oog op ..., kan het Bestuur Veiligheid van de Staat geautomatiseerde persoonsregistraties beheren voor welker soorten van gegevens machtiging is verleend door de bij artikel 6, § 3, ingestelde Raad voor de bescherming van de persoonlijke levenssfeer. De Raad kan van ambtswege nagaan of in de door het genoemde Bestuur beheerde persoonsregistraties andere persoonsgegevens voorkomen dan die waarvoor machtiging is verleend".

Voor het overige zou het aanbeveling verdienen het artikel, ter wille van de duidelijkheid, te doen eindigen met het volgende lid :

"De overige bepalingen van deze wet zijn niet toepasselijk op de in het eerste lid bedoelde registraties".

.../...

Artikel 17.

In paragraaf 4 schrijve men : "... de in de paragrafen 1 en 2 bedoelde informatie ...".

De paragrafen 5 en 6 zouden als volgt kunnen worden samengevoegd :

"§ 5. De paragrafen 1 tot 4 zijn niet van toepassing :

- 1° op het verzamelen van gegevens, bestemd voor of beheerd door openbare overheden die krachtens de wet bevoegdheid hebben om de overtredingen van de strafwetten op te sporen en vast te stellen, of om de daders, mededaders of medeplichtigen ervan te vervolgen (of van gegevens, beheerd door zodanige overheden) ;
- 2° op het verzamelen, door nijverheids- of handelsondernemingen, van persoonsgegevens die niet bestemd zijn om aan derden te worden meegedeeld".

Artikel 18.

In paragraaf 1 moet worden geschreven :

"Artikel 17 is van toepassing op elke verzameling van persoonsgegevens die op het Belgisch grondgebied wordt verricht met het oog op een geautomatiseerde persoonsregistratie, ook ...".

Artikel 19.

De leden 2 en 3 van paragraaf 1 herhalen bepalingen waaromtrent in het advies nr L. 14.053/2 de volgende opmerking werd gemaakt :

.../...

"Wat het tweede lid betreft, moge worden opgemerkt dat het lidmaatschap van een ziekenfonds bezwaarlijk een overtuiging of activiteit kan worden genoemd. Zo kan men ook lid van een vakbond zijn zonder een eigenlijke syndicale activiteit aan de dag te leggen.

Het derde lid luidt :

"De bepalingen van de vorige leden houden voor feitelijke verenigingen of verenigingen met rechtspersoonlijkheid niet het verbod in om de lijst van hun eigen leden of corresponderende leden in een systeem van automatische gegevensverwerking bij te houden".

Zoals deze bepaling is gesteld, lijkt zij een vereniging toe te staan een lijst van haar leden of correspondenten bij te houden die, in het algemeen, van de twee vorige alinea's zou mogen afwijken, met andere woorden gewag zou mogen maken van hun ras of etnische afstamming, terwijl voor het lidmaatschap van de vereniging een andere maatstaf zou gelden.

Volgens de aan de Raad verstrekte inlichtingen zou de Regering het zo niet bedoelen, maar zou zij met het derde lid gewoon het bijhouden van naam- en adreslijsten willen toestaan. Deze bepaling zou dan ook moeten worden herzien".

De gemachtigde van de Minister heeft niet kunnen verklaren waarom de tekst niettegenstaande die opmerkingen is gehandhaafd.

In het vierde lid schrijve men :

"Het verbod gesteld in het eerste en in het tweede lid geldt niet voor ...".

Dit lid zou de in de memorie van toelichting te kennen gegeven bedoeling beter weergeven indien het werd aangevuld met het volgende zinsdeel :

.../...

"... of wanneer ze onder de voorzieningen van artikel 20, § 1, vallen".

In paragraaf 3 schrijve men in de Franse tekst :
"... visés au paragraphe 2, alinéa 1er, peuvent ...".

Artikel 20.

Het artikel bevat geen enkele algemene bepaling betreffende de uitwissing van de gegevens waarvan de handhaving niet langer gerechtvaardigd is : bijvoorbeeld, in 1°, de misdrijven waarvan is bewezen dat een persoon er ten onrechte van verdacht is, of, in 4°, de beslissingen inzake voorlopige hechtenis wanneer na dergelijke hechtenis geen veroordeling tot een vrijheidsstraf is gevolgd.

Die leemte zou moeten worden aangevuld om de betrokkenen een niet te rechtvaardigen verzwaring te besparen van de schade die de bewuste maatregelen hun hebben kunnen berokkenen.

Paragraaf 2 luidt :

"De geschillen onderworpen aan hoven en rechtbanken, alsmede aan administratieve gerechten mogen niet voorkomen in een geautomatiseerde persoonsregistratie".

Men kan zich afvragen of deze bepaling niet in te algemene bewoordingen is gesteld, vergeleken bij de in de memorie van toelichting te kennen gegeven bedoelingen. Letterlijk opgevat zou zij, bijvoorbeeld, het geautomatiseerd beheer van de dossiers door een gerecht verbieden.

.../...

Anderzijds legt artikel 24 de verplichting op om bij elke mededeling van een gegeven waaromtrent een rechtsgeding bestaat, duidelijk te vermelden dat het wordt betwist.

Men mag dus aannemen dat de persoon die het beheer voert over een registratie, daarin bij elk betwist gegeven een begeleidende vermelding opneemt.

De gemachtigde van de Minister is het er dan ook mee eens dat vooraan in de bepaling wordt geschreven : "Onder voorbehoud van artikel 24, mogen de ...".

Paragraaf 3 luidt :

"Met voorafgaande schriftelijke kennisgeving aan de betrokkene mogen de in §§ 1 en 2 vermelde persoonsgegevens geheel of ten dele opgenomen worden in geautomatiseerde persoonsregistraties beheerd door natuurlijke personen, dan wel privaats- of publiekrechtelijke rechtspersonen doch alleen voor gegevens die strekken tot beveiliging van het kredietwezen. Een beperkende opsomming van de soorten van gegevens die dat kenmerk dragen, wordt vastgesteld bij in Ministerraad overlegde koninklijke besluiten".

De tweede volzin van die paragraaf waarborgt dat niet om het even welke soort van gegevens in de bedoelde geautomatiseerde persoonregistratie zal worden opgenomen. Daarentegen bepaalt de tekst niet welke categorieën van personen een bank van gegevens met een dergelijk doel zullen mogen beheren, evenmin als het gebruik dat ze van zodanige gegevens mogen maken. De bepaling zou bijgevolg moeten worden herzien.

Omtrent het in paragraaf 4 gehanteerde begrip "openbare diensten" is geen nauwkeurige uitleg verstrekt. De gemachtigde van de Minister heeft geen aanwijzingen kunnen geven omtrent de werkelijke inhoud van die term.

Het zou verkieslijk zijn de besturen en diensten op te sommen die de Regering in die bepaling bedoeld wil zien. Op die wijze is nog te werk gegaan, onder meer in artikel 1 van de wet van 19 december 1974 tot regeling van de betrekkingen tussen de overheid en de vakbonden van haar personeel. Een ander voorbeeld is te vinden in artikel 51 van de wet van 28 december 1973 betreffende de budgettaire voorstellen 1973-1974, gewijzigd door de wet van 2 juli 1981. Andere voorbeelden werden geleverd door artikel 7 van de herstelwet inzake inkomensmatiging van 10 februari 1981 en door artikel 1 van de herstelwet van 10 februari 1981 tot invoering van een solidariteitsbijdrage ten laste van de personen rechtstreeks of onrechtstreeks bezoldigd door de openbare sector.

De uitdrukking "de administratieve toestand" slaat mede op de geldelijke toestand van de ambtenaren. Ze omvat bovendien ook de loopbaan. Het lijkt dan ook niet volstrekt noodzakelijk deze uitdrukkelijk te vermelden.

Militairen die niet met onbepaald verlof zijn, behoren tot de categorie van de personeelsleden van de openbare diensten.

Artikel 22.

Algemene opmerking.

Paragraaf 1 legt de verplichting op om eenieder die voor de eerste maal in een persoonsregistratie wordt opgenomen, daarvan bericht te geven.

.../...

Op de niet-naleving van die verplichting staat de straf bepaald in paragraaf 7, a) en b). Het artikel geeft echter niet aan op wie de verplichting rust, hetgeen haar in de praktijk elke betekenis kan ontnemen. Een soortgelijke opmerking geldt voor de artikelen 25 en 26.

+

Het door de Raad van State onder nr L. 14.053 gegeven advies werd gevolgd wat betreft paragraaf 1, paragraaf 2, eerste lid, en de paragrafen 3 en 4. Dit is, om redenen waaromtrent de Raad van State geen enkele verklaring heeft kunnen krijgen, niet het geval geweest met paragraaf 2, tweede lid, waarbij de volgende bedenkingen zijn te maken :

- a) zoals de Raad van State heeft doen opmerken, stemt de term "vast recht" niet overeen met de term "redevance forfaitaire";
- b) de termijn van 30 dagen moet ingaan vanaf de storting van de retributie, niet vanaf de ontvangst van het verzoek; dit volgt impliciet uit paragraaf 7, b).

In overeenstemming met de gemachtigde van de Minister, wordt de volgende tekst voorgesteld voor paragraaf 2, tweede lid :

"De inlichtingen worden medegedeeld op verzoek, binnen dertig dagen na de storting van een vaste retributie die enkel de administratiekosten dekt. De Koning stelt het bedrag van die retributie vast bij een in Ministerraad overlegd besluit".

.../...

De Regering zal hebben te oordelen of het besluit waarvan sprake is in de tweede volzin van het voorgestelde lid, omwille van zijn voorwerp nodig in Ministerraad moet worden overlegd.

Behalve de hierboven gemaakte algemene opmerking, moeten bij paragraaf 7 nog twee opmerkingen worden gemaakt :

1° De tekst onder b) moet worden aangepast aan de voor paragraaf 2, tweede lid, voorgestelde nieuwe tekst. Hij zou als volgt kunnen luiden :

"b) hij die geen mededeling doet van de inlichtingen bedoeld in paragraaf 2, binnen dertig dagen nadat de retributie is gestort, of wetens onjuiste of onvolledige inlichtingen verstrekt".

2° De memorie van toelichting betreffende de tekst onder c) en de tekst van het ontwerp stemmen niet overeen.

De memorie van toelichting luidt :

"De Regering is zeer oplettend voor de wijze waarop de doelstellingen, die door het inzagerecht worden nagestreefd, zouden kunnen worden omzeild. Het zou kunnen voorkomen dat toekomstige medecontractanten van de betrokkene - werkgevers, eigenaars, geldschietters, enz. ... - het normaal zouden beschouwen dat voor het sluiten van de overeenkomst inlichtingen voortkomende uit het inzagerecht moeten worden voorgelegd. Het ontwerp van wet omschrijft deze handelwijze als een misdrijf. Het bedreigt rechtstreeks of onrechtstreeks strafrechtelijk eenieder die de geregistreeerde dwingt hem de door de uitoefening van dit recht op inzage verkregen inlichtingen mede te delen of toestemming te verlenen om persoonsgegevens in een geautomatiseerd persoonsregister te registreren (artikel 22, § 7, c)".

.../...

De tekst is veel restrictiever : hij vereist dat degene die het misdrijf pleegt, gebruik heeft gemaakt van feitelijkheden, geweld of bedreiging.

Volgens de gemachtigde van de Minister komt de ware bedoeling van de Regering tot uiting in de tekst van het ontwerp en niet in hetgeen de memorie van toelichting verklaart.

Op te merken valt dat in de meeste gevallen het in het ontwerp bedoelde misdrijf zal samenvallen met het in artikel 470 van het Strafwetboek omschreven misdrijf, waarop trouwens een criminele straf is gesteld. In die omstandigheden kan men zich afvragen of de bepaling in de praktijk nog wel tot een afdoende bestraffing zal bijdragen. In zijn advies nr L. 14.053/2 stelde de Raad van State voor dat men zich zou laten leiden door de artikelen 3 en 4 van de wet van 24 mei 1921 tot waarborging der vrijheid van vereniging.

Artikel 23.

Met de opmerkingen van de Raad van State is rekening gehouden. Toch blijven nog enkele punten aan te stippen, onder voorbehoud van de vooraan in dit advies gemaakte algemene opmerking nr II :

- in paragraaf 2, eerste lid, moeten de woorden "door de betrokkene" worden weggelaten;
- in paragraaf 2, tweede lid, schrijve men "De beschikking" in plaats van "Het vonnis";
- in paragraaf 5 leze men : "Indien onjuiste, onvolledige of overbodige gegevens of gegevens waarvan de bewaring verboden is ...".

- in paragraaf 6 leze men : "... wordt hem de overeenkomstig artikel 22, § 2, tweede lid, gestorte retributie terugbetaald".

Artikel 25.

Zoals paragraaf 1, 1°, is gesteld, doet hij niet duidelijk blijken dat de bepaling van toepassing is op elke verrichting. Sommige vermeldingen geven dat te verstaan, terwijl de doelstelling van de geautomatiseerde persoonsregistratie niet voor elke verrichting lijkt te moeten worden aangeduid.

De gemachtigde van de Minister heeft verklaard dat de tekst onder 1° verplicht tot het opmaken van een staat waarin voor elke verrichting diverse vermeldingen worden opgetekend. Hij is het er dan ook mee eens dat de tekst als volgt zou worden gelezen :

"1° een staat opmaken waarin voor elke verrichting worden vermeld de aard van de geregistreerde gegevens, het doel van de verrichting, de onderlinge verbanden, de onderlinge verbindingen en de ondervragingen, alsmede de personen of de categorieën van personen aan wie de persoonsgegevens zijn doorgegeven".

Het invoegen van een afzonderlijk lid in een genummerde onderverdeling is wetgevingstechnisch niet aan te bevelen. Het onder 5° geplaatste tweede lid moet bijgevolg aan het slot van paragraaf 1 komen in de volgende lezing, waarmee de gemachtigde van de Minister het eens is :

"De Koning bepaalt de in het eerste lid, 5°, bedoelde voorschriften, en stelt de wijze van kennisgeving vast".

.../...

Artikel 26.

Ofschoon het ontwerp over het algemeen rekening houdt met de opmerkingen die de Raad van State in zijn advies nr L. 14.053/2 heeft gemaakt, is met betrekking tot een aantal andere punten het volgende op te merken :

- bij paragraaf 1 is, afgezien van de gebrekkige zinsbouw, de algemene opmerking nr II te maken;
- het artikel heeft bij vergissing twee paragrafen 2 gekregen. De eerste daarvan zou logischerwijs na de tweede moeten komen en zou bijgevolg het nummer 3 moeten dragen;
- in paragraaf 3 (die paragraaf 4 wordt) moet het tweede lid als volgt beginnen :

"De in het eerste lid bedoelde vermeldingen ...";

- in paragraaf 4 (die paragraaf 5 wordt) moet de tekst als volgt worden verbeterd :

"... van een vermelding voorgeschreven bij de paragrafen 3 en 4 en bij artikel 27, § 2, ...";

- in paragraaf 5 (die paragraaf 6 wordt) moet het tweede lid, opdat het beter in overeenstemming zij met de memorie van toelichting - de gemachtigde van de Minister is het daarmee eens - als volgt worden geredigeerd :

.../...

"Na advies van de Raadgevende Commissie voor de bescherming van de persoonlijke levenssfeer, kan de Koning toestaan dat een tot bepaalde vermeldingen beperkte opgaaf wordt gedaan voor de geautomatiseerde persoonsregistraties die niet bestemd zijn om aan derden te worden meegedeeld. Die opgaaf moet ten minste de volgende vermeldingen bevatten :

...".

Artikel 27.

In verband met paragraaf 2, 2°, heeft de gemachtigde van de Minister klaar en duidelijk gezegd dat geen enkele voorwaarde inzake vestiging in België is gesteld ten aanzien van hen die de opgaaf doen, en zelfs niet ten aanzien van de persoon die het beheer voert over de registratie.

In 8° is het verkieslijk te schrijven :

"8° ... de voorwaarden inzake mededeling van de gegevens aan de sub 7° bedoelde personen, ...".

Artikel 28.

Dit artikel bevat slechts één paragraaf. De vermelding "§ 1" moet bijgevolg vervallen.

.../...

De laatste volzin zou met meer nauwkeurigheid kunnen worden geredigeerd naar het voorbeeld van artikel 3, § 3, van de wet van 2 februari 1982 tot toekenning van bepaalde bijzondere machten aan de Koning.

De gemachtigde van de Minister heeft zijn instemming betuigd met de volgende tekst, die een tweede lid zou vormen :

"Het in het eerste lid bedoelde koninklijk besluit wordt, vóór zijn bekendmaking in het Belgisch Staatsblad, medegedeeld aan de voorzitters van de Kamer van Volksvertegenwoordigers en van de Senaat".

Dezelfde opmerking geldt voor artikel 29, tweede lid, laatste volzin.

Artikel 32.

In de Franse tekst moet het woord "infractions" in het enkelvoud worden geschreven. Tussen de getallen 30 en 31 vervange men "en" door "of".

Artikel 33.

Paragraaf 1, eerste lid, zou nauwkeuriger gesteld zijn als volgt :

"§ 1. Bij de veroordeling wegens misdrijf omschreven in de artikelen 17, § 7, 21, 22, § 7, 24, § 2, 25, § 2, 26, § 6, 30 of 31, ...".

.../...

Paragraaf 2 geeft aan de rechtbank de mogelijkheid het verbod uit te spreken om, rechtstreeks of door een tussenpersoon, het beheer uit te oefenen van geautomatiseerde persoonsregistraties. Bij die bepaling zijn enkele opmerkingen te maken.

Eerst en vooral blijkt niet duidelijk uit de tekst dat het verbod slechts kan worden uitgesproken in geval van veroordeling tot een vrijheidsstraf wegens een van de in artikel 32 opgesomde misdrijven. Volgens de gemachtigde van de Minister bedoelt de Regering het nochtans wel degelijk zo. Die verduidelijking moet in de bepaling worden opgenomen. Voorts wordt het begrip "gestionnaire" (beheerder) in beginsel niet gebruikt door het ontwerp, dat er ook geen enkele omschrijving van geeft (zie in dit verband de algemene opmerking nr II). Bovendien wordt in de Franse tekst de uitdrukking "registres automatisés" gebezigd in plaats van de in artikel 14, § 1, omschreven en overal in het ontwerp gebruikte uitdrukking "traitement automatisé".

Ten slotte is het zinsdeel "op straffe, voor elke overtreding van dat verbod, van een gevangenisstraf van ..." dubbelzinnig doordat niet met juistheid kan worden uitgemaakt op welke onderscheiden feiten de veelvoudige, afzonderlijk te straffen misdrijven betrekking hebben.

Artikel 34.

Het 2° zou eenvoudiger als volgt kunnen worden geredigeerd :

"2° stelt het in artikel 26, § 6, bedoelde koninklijk besluit de termijn vast binnen welke de opgaven moeten worden gedaan".

Artikel 36.

Het vierde lid luidt als volgt :

"De Commissie kan de medewerking van deskundigen vorderen. Zij kan een of meer leden, eventueel bijgestaan door deskundigen, gelasten met een onderzoek ter plaatse, na voorafgaande machtiging van de onderzoeksrechter van de plaats waar het onderzoek moet worden gedaan".

Met het voornemen de leden van de Commissie niet te machtigen om gelijk waar onderzoeken te verrichten zonder enig rechterlijk toezicht, moet worden ingestemd. Artikel 10 van de Grondwet beschermt echter alleen de onschendbaarheid van de woning. Daarom heeft de wetgever doorgaans machtiging van een orgaan van de rechterlijke macht voorgeschreven wanneer zodanige onderzoeken worden verricht "in bewoonde lokalen". Deze verduidelijking vindt men onder meer terug in artikel 38, 1°, van de wet van 12 april 1965 betreffende de bescherming van het loon der werknemers en in artikel 2, 1°, van de wet van 16 november 1972 betreffende de arbeidsinspectie (zie eveneens artikel 46, § 2, van de wetsbepalingen inzake de slijterijen van gegiste dranken, samengeordend op 3 april 1953).

De drie evengenoemde bepalingen eisen voor het uitvoeren van bepaalde opdrachten evenwel de toestemming van "de rechter in de politierechtbank", niet van de onderzoeksrechter. De bevoegdheid welke het ontwerp aan de met het onderzoek belaste magistraat toekent zou geheel uitzonderlijk zijn, aangezien die magistraat belast is met het onderzoek van misdaden en wanbedrijven, hetzij ambtshalve, overeenkomstig artikel 59 van het Wetboek van strafvordering, hetzij op de vorderingen van de procureur des Konings (artikelen 61 en 70 van hetzelfde Wetboek). Nu lijken volgens de bewoordingen van het ontworpen artikel 36, vierde lid, de te verrichten onderzoeken niet noodzakelijk

verband te houden met het opsporen van misdrijven en is er ook niet voorzien in enige aanhangigmaking bij de onderzoeksrechter die, volgens deze tekst, slechts bevoegd is om de voorafgaande machtiging af te geven maar niet om een misdaad of wanbedrijf te onderzoeken. Aan de onderzoeksrechter een zo beperkte, aan zijn traditionele ambtsverrichtingen vreemde opdracht geven, zou in onze rechtsorde een incoherentie teweegbrengen die moet worden vermeden.

+

In het zevende lid schrijve men :

"Behalve in de gevallen bedoeld in het vijfde en het zesde lid, zijn de leden ... of inlichtingen bekendmaken waarvan zij uit hoofde van hun opdracht kennis hebben kunnen krijgen, strafbaar met de straffen gesteld in artikel 458 van het Strafwetboek".

SLOTOPMERKING.

Ter wille van de algemene overeenstemming moet het woord "bepalingen" worden weggelaten wanneer een artikel of een paragraaf wordt aangehaald. De uitdrukking "de bepalingen van artikel ... (of van paragraaf ...)" wordt gebruikt in verschillende artikelen van het ontwerp. Men kan volstaan met te schrijven "dit artikel" of "die paragraaf".

Evenzo moet de verwijzing naar een bepaald artikel niet vergezeld gaan van de woorden "van deze wet".

.../...

Duidelijkheidshalve vervange men de woorden "... op grond van bovenstaande leden" door de woorden "... overeenkomstig de leden (1, 2 en 3)" daar waar die uitdrukking wordt gebruikt.

Overigens late men in de uitdrukking "... bedoeld in de artikelen (of in de paragrafen) hierboven" het woord "hierboven" systematisch weg.

La chambre était composée de

Messieurs : P. TAPIE,
de Heren :

Ch. HUBERLANT,
P. FINCOEUR,

P. DE VISSCHER,

F. RIGAUX,

Madame : M. VAN GERREWEY,
Mevrouw ;

La concordance entre la
version française et la version
néerlandaise a été vérifiée sous
le contrôle de M. P. TAPIE.

Le rapport a été présenté
par M. M. HANOTIAU, auditeur
adjoint.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER,

M. VAN GERREWEY.

De kamer was samengesteld uit

président de chambre,
kamervoorzitter,

conseillers d'Etat,
staatsraden,

assesseurs de la
section de législation,
assessoren van de
afdeling wetgeving,

greffier assumé,
toegevoegd griffier.

De overeenstemming tussen
de Franse en de Nederlandse tekst
werd nagezien onder toezicht van
de H. P. TAPIE.

Het verslag werd uitgebracht
door de H. M. HANOTIAU, adjunct-
auditeur.

LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

P. TAPIE.